

# Plan Local d'Urbanisme



---

## Pièce 5 : Annexes

---

### Liste des SUP

Vu pour être annexé à la délibération du conseil municipal approuvant le projet de PLU le : 09 avril 2026



## Liste des servitudes d'utilité publique

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

Commune	Intitulé	Catégorie	Code	Caractéristique	Acte instituant	Gestionnaire	Coordonnées
77058 BUSSY-SAINT-GEORGES	GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ	Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement	I3	Canalisation : Ø 900 - PMS 67,7 bar - Villiers-le-Bel - Ferrolles-Attilly	Arrêté Préfectoral 16 DCSE SERV 18 du 01-avr-2016	Société GRTgaz	6 rue Raoul Nordling 92270 Bois Colombes
77058 BUSSY-SAINT-GEORGES	PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINERALES	Articles L.1321-1 à L.132-10, R. 1321-1 à R.1321-63 suivants du Code de la Santé Publique et Article L.214-1 à L.214-10 et L. 215-13, R. 214-1 à R. 214-6 et R.214-32 à R;214-40 du Code de l'environnement	AS1	Périmètre de protection du captage - Ferrières-en-Brie	Arrêté Préfectoral n° 09 DAIDD EC 08 du 26-juin-2009	Agence Régionale de Santé IdF	Centre Thiers Gallieni 49 51 Avenue Thiers 77000 MELUN cedex 01 64 87 62 00
77058 BUSSY-SAINT-GEORGES	SERVITUDES RELATIVES AUX INTERDICTIONS D'ACCES GREVANT LES PROPRIETES LIMITROPHES DES AUTOROUTES, ROUTES EXPRESS ET DEVIATION D'AGGLOMERATIONS	Articles L.122-2, L. 151-3, L.152-1 et L.152-2 du code de la voirie routière	EL11	A4 - Autoroute de l'Est	Décret du 05-sept-1975	Direction des Routes Ile-de-France (DIRIF)	15-17 rue Olof Palme 94046 CRETEIL cedex 01 46 76 87 00
77058 BUSSY-SAINT-GEORGES	PROTECTION DES CENTRES DE RECEPTION CONTRE LES PERTURBATIONS ELECTROMAGNETIQUES	Articles L.57 à L.62-1 et R.27 à R. 39 du code des postes et article L.5113-1 du code de la défense	PT1	Station hertzienne de Lagny	Décret du 11-déc-1991	FRANCE TELECOM -Unité Pilotage -Reseau IDF	110 rue Edouard Vaillant 94815 VILLEJUIF Cedex 01 49 87 81 09
77058 BUSSY-SAINT-GEORGES	VOISINAGE DES CIMETIERES	Articles L.2223-1 et L.2223-5 du code général des collectivités territoriales	INT1	Cimetière	Néant	Commune de BUSSY-SAINT-GEORGES	Hôtel de ville 77600 BUSSY SAINT GEORGES
77058 BUSSY-SAINT-GEORGES	PROTECTION DES SITES ET MONUMENTS NATURELS	Code de l'environnement articles L 341-1 à L341-15-1	AC2	Site inscrit - Château de Ferrières, son parc, la faisanderie, la ferme du parc et l'allée plantée du Génitoy.	Décret du 12-avr-1944	Direction Régionale et Interdépartementale de l'En	10 rue Crillon Cedex 04 75970 PARIS 01 71 28 45 00
77058 BUSSY-SAINT-GEORGES	VOIES FERRÉES	Articles L.2231-1 à L.2231-9 du code des transports et articles L.123-6, L.114-1 à L.114-6 et R. 123-3, R.131-1 et R.141-1 et suivants du code de la voirie routière	T1	Ligne A - RER	Sans objet	R A T P	MLI CPMO IPE LAC C13 40 bis rue Roger Salengro 94724 FONTENAY SOUS BOIS CEDEX
77058 BUSSY-SAINT-GEORGES	HYDROCARBURES LIQUIDES PIPELINES D'INTERET GENERAL GAZ Canalisations DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ - PRODUIT CHIMIQUE	voir du code de l'environnement, code de l'énergie, code de l'urbanisme et du code de la construction et de l'habitation	I1	Canalisations : Ø 900, Ø 250	Arrêté Préfectoral DCSE_SERV_18 du 1-avr-2016	Société GRTgaz	6 rue Raoul Nordling 92270 Bois Colombes
77058 BUSSY-SAINT-GEORGES	PROTECTION CONTRE LES OBSTACLES ELECTROMAGNETIQUES	Articles L.54 à L56-1 et R.21 à R.26-1 et R.39 du code des postes et article L.5113-1 du code de la défense	PT2	Liaison Hertzienne : Paris - Coulommiers - Tronçon Chennevières - Mouroux	Décret du 03-févr-1984 - Abrogé par décret du 16-sept-1998	FRANCE TELECOM -Unité Pilotage -Reseau IDF	110 rue Edouard Vaillant 94815 VILLEJUIF Cedex 01 49 87 81 09
77058 BUSSY-SAINT-GEORGES	ELECTRICITE ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES	Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement	I4	Ligne : 2 X 225 kV - Morbras - Langlois I et II	Conventions Amiables	Réseau de Transport d'électricité -TENP -GET-EST -	66 avenue Anatole France 94781 VITRY SUR SEINE 01 45 73 36 46
77058 BUSSY-SAINT-GEORGES	RESEAUX DE TELECOMMUNICATIONS TELEPHONIQUES TELEGRAPHIQUES	Articles L.45-9 et L.48 du code des postes	PT3	Câble n° 150 - 05	Conventions Amiables	France Telecom -Orange -Unité Pilotage réseau Ile	21 rue Navarin 75009 PARIS
77058 BUSSY-SAINT-GEORGES	PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES	Articles L.621-1 à L.621-32 du code du patrimoine et décret 2007-487 du 30 mars 2007	AC1	Inscrit à l'inventaire des MH - Périmètre de protection de la tour pigeonnier de Bussy-Saint-Georges	Arrêté du 23-janv-1987	Service Territorial de l'Architecture et du Patrim	181 rue de Bourgogne 45000 ORLEANS 01 38 66 24 10
77058 BUSSY-SAINT-GEORGES	PROTECTION DES SITES ET MONUMENTS NATURELS	Code de l'environnement articles L 341-1 à L341-15-1	AC2	Site inscrit - Ferme du Génitoy	Décret du 25-sept-1944	Direction Régionale et Interdépartementale de l'En	10 rue Crillon Cedex 04 75970 PARIS 01 71 28 45 00
77058 BUSSY-SAINT-GEORGES	PROTECTION DES SITES ET MONUMENTS NATURELS	Code de l'environnement articles L 341-1 à L341-15-1	AC2	Site classé - Vallées des rus de la Brosse et de la Gondoire	Décret du 14-sept-1990	Direction Régionale et Interdépartementale de l'En	10 rue Crillon Cedex 04 75970 PARIS 01 71 28 45 00
77058 BUSSY-SAINT-GEORGES	PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES	Articles L.621-1 à L.621-32 du code du patrimoine et décret 2007-487 du 30 mars 2007	AC1	Classé MH - Chateau de Guermantes, Façades et toitures de tous les bâtiments, Parc de Guermantes	Arrêté du 09-oct-1944	Service Territorial de l'Architecture et du Patrim	181 rue de Bourgogne 45000 ORLEANS 01 38 66 24 10
77058	PROTECTION DES SITES ET MONUMENTS	Code de l'environnement articles L 341-1	AC2	Site inscrit - Château et parc de Rentilly	Arrêté du 04-mai-1944	Direction Régionale et	10 rue Crillon Cedex 04 75970

Commune	Intitulé	Catégorie	Code	Caractéristique	Acte instituant	Gestionnaire	Coordonnées
BUSSY-SAINT-GEORGES	NATURELS	à L341-15-1				Interdépartementale de l'En	PARIS 01 71 28 45 00
77058 BUSSY-SAINT-GEORGES	PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES	Articles L.621-1 à L.621-32 du code du patrimoine et décret 2007-487 du 30 mars 2007	AC1	Inscrit à l'inventaire des MH - Domaine du Génitoy : façades et toitures du château avec ses douves en eau, façades et toitures des écuries, façades et toitures du bâtiment des communs, pigeonnier-porche	Arrêté du 09-oct-1996	Service Territorial de l'Architecture et du Patrim	181 rue de Bourgogne 45000 ORLEANS 01 38 66 24 10
77058 BUSSY-SAINT-GEORGES	PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES	Articles L.621-1 à L.621-32 du code du patrimoine et décret 2007-487 du 30 mars 2007	AC1	Classé MH - Périmètre de protection du château de Jossigny	Arrêté du 23-déc-1942	Service Territorial de l'Architecture et du Patrim	181 rue de Bourgogne 45000 ORLEANS 01 38 66 24 10
77058 BUSSY-SAINT-GEORGES	PROTECTION DES SITES ET MONUMENTS NATURELS	Code de l'environnement articles L 341-1 à L341-15-1	AC2	Site inscrit - Ensemble formé par les abords du château de Guermantes et la vallée de la Gondoire	Décret du 20-juil-1972	Direction Régionale et Interdépartementale de l'En	10 rue Crillon Cedex 04 75970 PARIS 01 71 28 45 00
77058 BUSSY-SAINT-GEORGES	PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES	Articles L.621-1 à L.621-32 du code du patrimoine et décret 2007-487 du 30 mars 2007	AC1	Classé MH - Périmètre de protection du château de Ferrières en Brie	Arrete du 26-sept-2000	Service Territorial de l'Architecture et du Patrim	181 rue de Bourgogne 45000 ORLEANS 01 38 66 24 10
77058 BUSSY-SAINT-GEORGES	GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ	Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement	I3	Canalisation : Ø 250 - PMS 67,7 bar - Torcy - Meaux	Arrêté Préfectoral 16 DCSE SERV 18 du 01-avr-2016	Société GRTgaz	6 rue Raoul Nordling 92270 Bois Colombes
77058 BUSSY-SAINT-GEORGES	Servitude relative aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation	Code de l'urbanisme article R. 421-38-13 Code de l'aviation civil articles R. 241-1 à R. 241-3, R. 244-1 et D 244-1	T7	servitude relative aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation	Arrêté ministériel EQUA9000474A du 25 juillet 1990	Direction générale de l'aviation civile (DGAC)	82 rue des Pyrénées 75970 Paris cedex 20 01 44 64 32 28
77058 BUSSY-SAINT-GEORGES	ELECTRICITE ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES	Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement	I4	Câbles souterrains : 225 kV - Orsonville - Langlois	Conventions Amiables	Réseau de Transport d'électricité -TENP -GET-EST -	RTE - Groupe Maintenance Réseaux Est - 66 avenue Anatole France - BP44 - 94400 VITRY-SUR-SEINE - 01 45 73 36 00
77058 BUSSY-SAINT-GEORGES	PROTECTION CONTRE LES OBSTACLES ELECTROMAGNETIQUES	Articles L.54 à L56-1 et R.21 à R.26-1 et R.39 du code des postes et article L.5113-1 du code de la défense	PT2	Liaison hertzienne : Tronçon Chennevières - Saint-Jean-Les-Deux Jumeaux	Décret du 08-janv-1979	FRANCE TELECOM -Unité Pilotage -Reseau IDF	110 rue Edouard Vaillant 94815 VILLEJUIF Cedex 01 49 87 81 09

Nombre de lignes : 24

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE L'EQUIPEMENT

LE: Mardi 18 Mai 2010

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

COMMUNE DE : BUSSY-SAINT-GEORGES

N°REF	CODE	Cat	Intitulé de la servitude	SAISIE LE
7700055	A1	IAa		28/03/89
Lieu stockage: SERU		PROTECTION DES BOIS ET FORETS SOUMIS AU REGIME FORESTIER Code Forestier		
OBSERVATIONS				
SERVICE CONCERNE :		-Direction Départementale de l'Agriculture -et de la Forêt -cité administrative -77011 MELUN -64 37 68 69		
Date Report :22/03/90				
CARACTERISTIQUES DE LA SERVITUDE			ACTE INSTITUANT	
FORET DE FERRIERES			SANS OBJET	

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE L'EQUIPEMENT

LE: Mardi 18 Mai 2010

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

COMMUNE DE : BUSSY-SAINT-GEORGES

N°REF 7700111	CODE INT1	Cat IVAa	Intitulé de la servitude	SAISIE LE 28/03/00
Lieu stockage: SEP			VOISINAGE DES CIMETIERES Code général des collectivités territoriales, Code de l'urbanisme - Circulaires du Ministère de l'Intérieur du 10 mai 1978 et du 29 décembre 1975 relatives à la création, l'agrandissement et la translation des cimetières	
OBSERVATIONS				
SERVICE CONCERNE :		-Commune - - -		
Date Report : / /				
CARACTERISTIQUES DE LA SERVITUDE			ACTE INSTITUANT	
Voisinage d'un cimetière			Néant	

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE L'EQUIPEMENT

LE: Mardi 18 Mai 2010

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

COMMUNE DE : BUSSY-SAINT-GEORGES

N°REF 7700191	CODE PT2	Cat IIE	Intitulé de la servitude	SAISIE LE 28/04/89
Lieu stockage: SERU			PROTECTION DES CENTRES RADIOELECTRIQUES EMISSION RECEPTION CONTRE LES OBSTACLES code des PTT	
OBSERVATIONS				
SERVICE CONCERNE :			-FRANCE TELECOM URN NORD DE PARIS DPT TRANSM -MISSION - GESTION DE L'hertzien Pièce R03 -90 Bd Kellermann -75634 PARIS CEDEX 13 -01.44.16.35.8 6	
Date Report :22/03/90				
			CARACTERISTIQUES DE LA SERVITUDE	ACTE INSTITUANT
Liaisons hertziennes Paris-Reims et Paris-Nancy II Tronçons Chennevières -Saint Jean Les Deux Jumeaux-Igny Comblizy				Décret du 8 Janvier 1979

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE L'EQUIPEMENT

LE: Mardi 18 Mai 2010

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

COMMUNE DE : BUSSY-SAINT-GEORGES

N°REF	CODE	Cat	Intitulé de la servitude	SAISIE LE
7700321	AC1	IBa		19/05/89
Lieu stockage: SEP		PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES Loi du 31 décembre 1913 loi du 2 mai 1930 modifiée		
OBSERVATIONS				
SERVICE CONCERNE :		-Service Départemental de l'Architecture -4 rue Weczerka - -77420 CHAMPS SUR MARNE -60 05 17 14		
Date Report :22/03/90		CARACTERISTIQUES DE LA SERVITUDE		ACTE INSTITUANT
La tour de Bussy-Saint-Georges inscrite à l'inventaire des MH		Arrêté du 23 janvier 1987		

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE L'EQUIPEMENT

LE: Mardi 18 Mai 2010

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

COMMUNE DE : BUSSY-SAINT-GEORGES

N°REF 7700322	CODE AC2	Cat IBb	Intitulé de la servitude	SAISIE LE 19/05/89
Lieu stockage: SERU			PROTECTION DES SITES ET MONUMENTS NATURELS Sites inscrits Sites classes loi du 2 mai 1930	
OBSERVATIONS				
SERVICE CONCERNE :			-Direction Régionale de l'Environnement - -18,Avenue CARNOT -94234 CACHAN Cédex -41 24 18 00	
Date Report :22/03/90			CARACTERISTIQUES DE LA SERVITUDE	ACTE INSTITUANT
Ferme du Génitoy à Bussy-Saint-Georges. Site inscrit				Décret du 25 septembre 1944

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE L'EQUIPEMENT

LE: Mardi 18 Mai 2010

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

COMMUNE DE : BUSSY-SAINT-GEORGES

N°REF	CODE	Cat	Intitulé de la servitude	SAISIE LE
7700324	AC2	IBb		19/05/89
Lieu stockage: SERU		PROTECTION DES SITES ET MONUMENTS NATURELS Sites inscrits Sites classes loi du 2 mai 1930		
— OBSERVATIONS —				
SERVICE CONCERNE :		-Direction Régionale de l'Environnement - -18,Avenue CARNOT -94234 CACHAN Cédex -41 24 18 00		
Date Report : / /		CARACTERISTIQUES DE LA SERVITUDE		ACTE INSTITUANT
		Château et parc de Rentilly. Site inscrit.		Arreté du 4 mai 1944.

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE L'EQUIPEMENT

LE: Mardi 18 Mai 2010

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

COMMUNE DE : BUSSY-SAINT-GEORGES

N°REF 7700465	CODE AC2	Cat IBb	Intitulé de la servitude	SAISIE LE 29/05/89
Lieu stockage: SERU			PROTECTION DES SITES ET MONUMENTS NATURELS Sites inscrits Sites classes loi du 2 mai 1930	
OBSERVATIONS				
SERVICE CONCERNE :			-Direction Régionale de l'Environnement - -18,Avenue CARNOT -94234 CACHAN Cédex -41 24 18 00	
Date Report :22/03/90				
CARACTERISTIQUES DE LA SERVITUDE			ACTE INSTITUANT	
Château de Ferrières, son parc, la faisanderie, la ferme du parc et l'allée plantée dite "du Génitoy". Site inscrit			Décret du 12 Avril 1944	

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE L'EQUIPEMENT

LE: Mardi 18 Mai 2010

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

COMMUNE DE : BUSSY-SAINT-GEORGES

N°REF 7700544	CODE AC2	Cat IBb	Intitulé de la servitude	SAISIE LE 31/05/89
Lieu stockage: SERU			PROTECTION DES SITES ET MONUMENTS NATURELS Sites inscrits Sites classes loi du 2 mai 1930	
OBSERVATIONS				
SERVICE CONCERNE :			-Direction Régionale de l'Environnement - -18,Avenue CARNOT -94234 CACHAN Cédex -41 24 18 00	
Date Report :22/03/90			CARACTERISTIQUES DE LA SERVITUDE	ACTE INSTITUANT
Ensemble formé par les abords du château de Guermantes et la vallée de la Gondoire : site inscrit				Décret du 20 juillet 1972

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE L'EQUIPEMENT

LE: Mardi 18 Mai 2010

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

COMMUNE DE : BUSSY-SAINT-GEORGES

N°REF 7700947	CODE AC1	Cat IBa	Intitulé de la servitude	SAISIE LE 05/09/89
Lieu stockage: SERU			PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES Loi du 31 décembre 1913 loi du 2 mai 1930 modifiée	
OBSERVATIONS				
SERVICE CONCERNE :			-Service Départemental de l'Architecture -4 rue Weczerka - -77420 CHAMPS SUR MARNE -60 05 17 14	
Date Report :22/03/90				
			CARACTERISTIQUES DE LA SERVITUDE	ACTE INSTITUANT
Périmètre de protection du château de Jossigny classé MH				Arrêté du 23 décembre 1942

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE L'EQUIPEMENT

LE: Mardi 18 Mai 2010

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

COMMUNE DE : BUSSY-SAINT-GEORGES

N°REF	CODE	Cat	Intitulé de la servitude	SAISIE LE
7701308	PT3	IIE		14/12/89
Lieu stockage: SERU		RESEAUX DE TELECOMMUNICATIONS TELEPHONIQUES TELEGRAPHIQUES code des PTT		
OBSERVATIONS				
SERVICE CONCERNE :		-Direction opérationnelle du réseau national -42 Ave de la Marne - -92120 MONTROUGE -42 31 36 13		
Date Report :22/03/90				
CARACTERISTIQUES DE LA SERVITUDE			ACTE INSTITUANT	
Câble N° 150			Domaine public	

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE L'EQUIPEMENT

LE: Mardi 18 Mai 2010

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

COMMUNE DE : BUSSY-SAINT-GEORGES

N°REF 7701633	CODE I3	Cat IIAa	Intitulé de la servitude	SAISIE LE 24/04/90
Lieu stockage: SERU			GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ loi du 15 juin 1906, loi de finances du 13 juillet 1925, loi 46-628 du 8 avril 1946	
OBSERVATIONS				
SERVICE CONCERNE :			-GRT GAZ -14 rue Pelloutier Croissy-Beaubourg - -77437 Marne La Vallée Cédex 02 -0164736951	
Date Report : / /				
			CARACTERISTIQUES DE LA SERVITUDE	ACTE INSTITUANT
Canalisation : 250 TORCY CHESSY				Conv. Amiables

### I.3 GAZ : CANALISATION DE TRANSPORT DE GAZ

- 1 - LISTE DES TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES AYANT INSTITUE DES SERVITUDES A INSCRIRE AU P.L.U.
- ◆ **Loi du 15 juin 1906, article 12**, modifié par la loi du 4 juillet 1935, les décrets-lois du 17 juin et du 12 novembre 1938 et n° 67-885 du 6 octobre 1967 et par la loi n°2003-8 du 3 janvier 2003.  
*(version consolidée au 20/12/2003 suite à l'apparition de l'ordonnance n°2003-1216)*
  - ◆ **Article 35 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946** sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, modifié par l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 (article 60) relative à l'expropriation.  
*(version consolidée au 08/12/2006 suite à l'apparition de la loi 2006-1253)*
  - ◆ **Décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 modifié** relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisation abrogeant le décret n° 64-81 du 23 janvier 1964 (Décrets modificatifs : N°95-494 du 25 avril 1995, N°2003-944 du 03/10/2003).  
*(version consolidée au 11 janvier 2006 suite à l'apparition du décret n° 2006-18)*
  - ◆ **Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967** relatif aux conventions amiables, et leur conférant les mêmes effets que l'arrêté préfectoral d'approbation du tracé.  
*(version consolidée du 06 octobre 1967)*
  - ◆ **Arrêté du 11 mai 1970** complété et modifié par les arrêtés du 3 août 1977, 3 mars 1980 et 18 juin 2002 (*règlement de sécurité des ouvrages de transport de gaz combustibles par canalisation*).  
*Texte abrogé par l'arrêté ministériel du 4 août 2006 (cf. article 22) publié au JO du 15 septembre 2006. Ce texte, signé le 4 août 2006, est applicable à compter du 15/09/2006 date de sa parution au JO (cf article 22 de l'arrêté) et abroge l'arrêté du 11 mai 1970 modifié trois ans après la publication du nouvel arrêté, soit le 14 septembre 2009 (cf. article 23 de l'arrêté).*
  - ◆ **Décret n° 70-492 du 11 juin 1970** (modifié par les décrets n° 85-1109 du 15 octobre 1985 et n° 2003-999 du 14 octobre 2003) portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement desdites servitudes.  
*(version consolidée au 22 août 2004 suite à l'apparition du décret n°2004-835)*
  - ◆ **Arrêté ministériel du 4 août 2006** portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquide ou liquéfiés et de produits chimiques.
  - ◆ Circulaire du ministère charge de l'industrie en date du 24 décembre 2003 relative à l'application du décret n° 2003-944 du 03 octobre 2003 modifiant la réglementation relative au transport de gaz par canalisations.
  - ◆ Circulaire du ministère charge de l'industrie en date du 24 décembre 2003 relative à l'application du décret n° 2003-999 du 14 octobre 2003 modifiant le décret n° 70-492 du 11 juin 1970, relatif à la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes.
  - ◆ Circulaire du ministère charge de l'industrie n°2006-55 du 4 août 2006 relative au porter à connaissance à fournir dans le cadre de l'établissement des documents d'urbanisme en matière de canalisations de transport de matières dangereuses (gaz combustibles, hydrocarbures liquides ou liquéfiés, produits chimiques).
  - ◆ Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique (articles L.11-1 et suivants).
  - ◆ Code de l'urbanisme (articles L.126-1 et R.126-1, R.126-2 et R.126-3)

2- LISTE DES OUVRAGES A INSCRIRE DANS LE DOSSIER DU P.L.U.

\*Voir détail des servitudes qui y sont liées.

(Arrêté préfectoral de servitudes légales - bande non-aedificandi - limitation du C.O.S.)

3- SERVICES CONCERNES

a) GRTgaz

Région Val de Seine - Agence Ile de France Sud  
14, rue Pelloutier  
CROISSY-BEAUBOURG  
77435 MARNE LA VALLEE CEDEX 2

b) Ministère de l'Industrie

Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche et de l'Environnement  
10 rue Crillon  
75004 PARIS

# CODE DE L'URBANISME

## Partie Législative

### Chapitre VI : Servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol

#### Article L126-1

*(Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 art. 55 Journal Officiel du 9 janvier 1983)*

*(Loi n° 95-101 du 2 février 1995 art. 88 Journal Officiel du 3 février 1995)*

*(Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 art. 202 III Journal Officiel du 14 décembre 2000)*

Les plans locaux d'urbanisme doivent comporter en annexe les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et qui figurent sur une liste dressée par décret en Conseil d'Etat.

Le représentant de l'Etat est tenu de mettre le maire ou le président de l'établissement public compétent en demeure d'annexer au plan local d'urbanisme les servitudes mentionnées à l'alinéa précédent. Si cette formalité n'a pas été effectuée dans le délai de trois mois, le représentant de l'Etat y procède d'office.

Après l'expiration d'un délai d'un an à compter, soit de l'approbation du plan, soit, s'il s'agit d'une servitude nouvelle, de son institution, seules les servitudes annexées au plan peuvent être opposées aux demandes d'autorisation d'occupation du sol. Dans le cas où le plan a été approuvé ou la servitude, instituée avant la publication du décret établissant ou complétant la liste visée à l'alinéa premier, le délai d'un an court à compter de cette publication.

## Partie Réglementaire - Décrets en Conseil d'Etat

### Chapitre VI : Servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol

#### Article R126-1

*(Décret n° 77-861 du 26 juillet 1977 Journal Officiel du 29 juillet 1977)*

*(Décret n° 83-813 du 9 septembre 1983 art. 7 Journal Officiel du 11 septembre 1983 date d'entrée en vigueur 1 octobre 1983)*

*(Décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 art. 3 Journal Officiel du 28 mars 2001)*

Doivent figurer en annexe au plan local d'urbanisme les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et appartenant aux catégories figurant sur la liste annexée au présent chapitre.

Un arrêté du ministre chargé de l'urbanisme fixe la légende des différentes servitudes d'utilité publique figurant sur la liste mentionnée à l'alinéa précédent.

#### Article R126-2

*(Décret n° 77-861 du 26 juillet 1977 Journal Officiel du 29 juillet 1977)*

*(Décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 art. 3 Journal Officiel du 28 mars 2001)*

Le report en annexe au plan local d'urbanisme des servitudes d'utilité publique mentionnées au présent chapitre est opéré suivant la procédure prévue à l'article R. 123-36 pour la mise à jour dudit plan.

### **Article R126-3**

*(Décret n° 77-861 du 26 juillet 1977 Journal Officiel du 29 juillet 1977)  
(Décret n° 83-813 du 9 septembre 1983 art. 7 Journal Officiel du 11 septembre 1983 date d'entrée en  
vigueur 1 octobre 1983)  
(Décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 art. 3 Journal Officiel du 28 mars 2001)*

La direction des services fiscaux reçoit communication, à l'initiative du maire, de l'annexe du plan local d'urbanisme consacrée aux servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol.

### **Loi du 15 juin 1906**

#### **Loi sur les distributions d'énergie (version consolidée au 20 décembre 2003)**

#### **Article 12**

Modifié par Loi n°2003-8 du 3 janvier 2003 art. 25 III (JORF 4 janvier 2003).

La déclaration d'utilité publique investit le concessionnaire ou titulaire d'une autorisation de transport de gaz naturel, pour l'exécution des travaux dépendant de la concession ou autorisation de transport de gaz naturel, de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics.

Le concessionnaire ou titulaire d'une autorisation de transport de gaz naturel demeure en même temps soumis à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de ces lois et règlements.

S'il y a lieu à expropriation, il y est procédé conformément à la loi du 3 mai 1841, au nom de l'autorité concédante et aux frais du concessionnaire ou titulaire d'une autorisation de transport de gaz naturel.

La déclaration d'utilité publique d'une distribution d'énergie confère, en outre, au concessionnaire ou titulaire d'une autorisation de transport de gaz naturel le droit :

- 1° D'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à la condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, étant spécifié que ce droit ne pourra être exercé que sous les conditions prescrites, tant au point de vue de la sécurité qu'au point de vue de la commodité des habitants par les règlements d'administration publique prévus à l'article 18, lesdits règlements devant limiter l'exercice de ce droit au cas de courants électriques tels que la présence desdits conducteurs d'électricité à proximité des bâtiments ne soient pas de nature à présenter, nonobstant les précautions prises conformément aux règlements, des dangers graves pour les personnes ou les bâtiments ;
- 2° De faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées, sous les mêmes conditions et réserves que celles spécifiques à l'alinéa 1° ci-dessus ;
- 3° D'établir à demeure des canalisations souterraines, ou des supports pour conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes ;
- 4° De couper les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.

L'exécution des travaux prévus aux alinéas 1° à 4° ci-dessus doit être précédée d'une notification directe aux intéressés et d'une enquête spéciale dans chaque commune ; elle ne peut avoir lieu qu'après approbation du projet de détail des tracés par le préfet.

Elle n'entraîne aucune dépossession ; la pose d'appuis sur les murs ou façades ou sur les toits ou terrasses des bâtiments ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de démolir, réparer ou surélever. La pose des canalisations ou supports dans un terrain ouvert et non bâti ne fait pas non plus obstacle au droit du propriétaire de se clore ou de bâtir. Le propriétaire devra, un mois avant d'entreprendre les travaux de démolition, réparation, surélévation, clôture ou bâtiment, prévenir le concessionnaire ou titulaire d'une autorisation de transport de gaz naturel par lettre recommandée adressée au domicile élu par ledit concessionnaire ou titulaire d'une autorisation de transport de gaz naturel.

Les indemnités qui pourraient être dues à raison des servitudes d'appui, de passage ou d'ébranchage, prévues aux alinéas 1°, 2°, 3° et 4° ci-dessus, sont réglées en premier ressort par le juge du tribunal d'instance : s'il y a expertise, le juge peut ne nommer qu'un seul expert (1).

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux installations de câbles électromagnétiques de guidage devant être utilisés par les navigateurs aériens.

Les actions en indemnité sont prescrites dans un laps de temps de deux ans à compter du jour de la délivrance de l'autorisation de circulation de courant, lorsque le paiement de ces indemnités incombe à une collectivité publique.

Nota - (1) Décret n° 67-885 du 6 octobre 1967, art. 1er : alinéa abrogé en ce qui concerne la compétence du juge du tribunal d'instance pour le règlement des indemnités prévues à cet alinéa.

#### **Article 12 bis**

Créé par Loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 art. 5 (JORF 14 décembre 2000 en vigueur le 14 décembre 2001).

Après déclaration d'utilité publique précédée d'une enquête publique, des servitudes d'utilité publique concernant l'utilisation du sol, ainsi que l'exécution de travaux soumis au permis de construire, peuvent être instituées au voisinage d'une ligne électrique aérienne de tension supérieure ou égale à 130 kilovolts. Ces servitudes sont instituées par arrêté du préfet du département concerné.

Ces servitudes comportent, en tant que de besoin, la limitation ou l'interdiction du droit d'implanter des bâtiments à usage d'habitation et des établissements recevant du public. Elles ne peuvent faire obstacle aux travaux d'adaptation, de réfection ou d'extension de constructions existantes édifiées en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur avant l'institution desdites servitudes, à condition que ces travaux n'entraînent pas d'augmentation significative de la capacité d'accueil d'habitants dans les périmètres où les servitudes ont été instituées.

Lorsque l'institution des servitudes prévues au présent article entraîne un préjudice direct, matériel et certain, elle ouvre droit à une indemnité au profit des propriétaires, des titulaires de droits réels ou de leurs ayants droit. Le paiement des indemnités est à la charge de l'exploitant de la ligne électrique. A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation et est évaluée dans les conditions prévues par l'article L. 13-15 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Un décret en Conseil d'Etat, pris après avis du comité technique de l'électricité, fixe la liste des catégories d'ouvrages concernés, les conditions de délimitation des périmètres dans lesquelles les servitudes peuvent être instituées ainsi que les conditions d'établissement de ces servitudes.

Loi n°46-628 du 8 avril 1946

**Loi sur la nationalisation de l'électricité et du gaz  
(version consolidée au 8 décembre 2006)**

**Article 35**

*(Modifié par Ordonnance n°58-997 du 23 octobre 1958 art. 60)*

Les servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'abattage d'arbres, d'aqueduc, de submersion et d'occupation temporaire s'appliquent dès la déclaration d'utilité publique des travaux.

Un décret déterminera les formes de la déclaration d'utilité publique des travaux qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes et n'impliquent aucun recours à l'expropriation. Ce décret fixera également les conditions d'établissement desdites servitudes.

**Décret n°67-886 du 6 octobre 1967**

**Décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique**

*(version consolidée au 11 octobre 1967)*

**Article 1**

Une convention passée entre le concessionnaire et le propriétaire ayant pour objet la reconnaissance des servitudes d'appui, de passage, d'ébranchage ou d'abattage prévues au troisième alinéa de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 susvisée peut remplacer les formalités prévues au quatrième alinéa dudit article.

Cette convention produit, tant à l'égard des propriétaires et de leurs ayants droit que des tiers, les effets de l'approbation du projet de détail des tracés par le préfet, qu'elle intervienne en prévision de la déclaration d'utilité publique des travaux ou après cette déclaration, ou, en l'absence de déclaration d'utilité publique, par application de l'article 298 de la loi du 13 juillet 1925 susvisée.

**Article 2**

Les contestations relatives au montant des indemnités dues à raison des servitudes prévues par l'alinéa 3 de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 susvisée sont soumises au juge de l'expropriation .

**Article 3**

Les contestations relatives au montant des indemnités dues à raison des servitudes d'aqueduc, de submersion, d'occupation et d'extraction de matériaux prévues au premier alinéa de l'article 4 de la loi du 16 octobre 1919 susvisée sont soumises au juge de l'expropriation .

**Article 4**

Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'économie et des finances et le ministre de l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

**Décret n°70-492 du 11 juin 1970**

**Décret portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes**

*(version consolidée au 22 août 2004)*

**TITRE III BIS : DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE ET INSTITUTION DES SERVITUDES PRÉVUES PAR L'ARTICLE 12 BIS DE LA LOI DU 15 JUIN 1906**

**Article 20-1**

*Créé par Décret n°2004-835 du 19 août 2004 art. 1 (JORF 22 août 2004).*

Les servitudes mentionnées à l'article 12 bis de la loi du 15 juin 1906 peuvent être instituées de part et d'autre de toute ligne électrique aérienne de tension supérieure ou égale à 130 kilovolts, existante ou à créer. Ces servitudes affectent l'utilisation du sol et l'exécution des travaux mentionnés à l'article 20-2 dans un périmètre incluant au maximum les fonds situés à l'intérieur :

- 1° De cercles dont le centre est constitué par l'axe vertical des supports de la ligne et dont le rayon est égal à 30 mètres ou à la hauteur des supports si celle-ci est supérieure ;
- 2° D'une bande délimitée par la projection verticale au sol des câbles de la ligne électrique lorsqu'ils sont au repos ;
- 3° De bandes d'une largeur de 10 mètres de part et d'autre du couloir prévu au 2°.

Pour les lignes électriques aériennes de tension égale ou supérieure à 350 kilovolts, le rayon mentionné au 1° ci-dessus est porté à 40 mètres ou à une distance égale à la hauteur du support si celle-ci est supérieure et la largeur des bandes mentionnées au 3° ci-dessus est portée à 15 mètres.

Le champ d'application des servitudes peut être adapté dans les limites fixées au précédent alinéa en fonction des caractéristiques des lieux.

**Article 20-2**

*Créé par Décret n°2004-835 du 19 août 2004 art. 1 (JORF 22 août 2004).*

Dans le périmètre où sont instituées les servitudes prévues à l'article 20-1 :

1° Sont interdits, à l'exception des travaux d'adaptation, de réfection ou d'extension de constructions existantes mentionnés au deuxième alinéa de l'article 12 bis de la loi du 15 juin 1906 susvisée, la construction ou l'aménagement :

- de bâtiments à usage d'habitation ou d'aires d'accueil des gens du voyage ;
- d'établissements recevant du public au sens du code de la construction et de l'habitation entrant dans les catégories suivantes : structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées, hôtels et structures d'hébergement, établissements d'enseignement, colonies de vacances, établissements sanitaires, établissements pénitentiaires, établissements de plein air ;

2° Peuvent, en outre, être interdits ou soumis à des prescriptions particulières la construction ou l'aménagement de bâtiments abritant :

- des établissements recevant du public au sens du code de la construction et de l'habitation autres que ceux mentionnés au 1° ci-dessus ;
- des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et fabriquant, utilisant ou stockant des substances comburantes, explosibles, inflammables ou combustibles.

### **Article 20-3**

*Créé par Décret n°2004-835 du 19 août 2004 art. 1 (JORF 22 août 2004).*

La procédure d'institution des servitudes mentionnées à l'article 20-1 est conduite sous l'autorité du préfet.

Préalablement à l'organisation de l'enquête publique, le préfet sollicite l'avis de l'exploitant de la ou des lignes électriques, des services de l'Etat intéressés et des maires des communes sur le territoire desquelles est envisagée l'institution des servitudes en leur indiquant qu'un délai de deux mois leur est imparti pour se prononcer. En l'absence de réponse dans le délai imparti, l'avis est réputé favorable.

Une enquête publique est organisée dans les conditions fixées par les articles R. 11-4 à R. 11-14 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le dossier soumis à l'enquête publique comporte :

- 1° Une notice présentant la ou les lignes électriques concernées et exposant les raisons de l'institution des servitudes, les éléments retenus pour la délimitation des périmètres envisagés et la nature et l'importance des restrictions au droit de propriété en résultant ;
- 2° Les avis prévus au deuxième alinéa recueillis préalablement à l'organisation de l'enquête publique ;
- 3° Un plan parcellaire délimitant le périmètre établi en application de l'article 20-1.

Les frais de constitution et de diffusion du dossier sont à la charge de l'exploitant de la ou des lignes électriques concernées.

La déclaration d'utilité publique des servitudes mentionnées à l'article 20-1 est prononcée par arrêté du préfet du département. Elle emporte institution des servitudes susmentionnées à l'intérieur du périmètre délimité sur le plan parcellaire annexé.

La suppression de tout ou partie des servitudes mentionnées à l'article 12 bis de la loi du 15 juin 1906 susvisée est prononcée par arrêté préfectoral.

### **Article 21**

*Modifié par Décret n°85-1109 du 15 octobre 1985 art. 3 (JORF 17 octobre 1985)*

Sous réserve des dispositions de l'article 8 de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, les frais d'enquête qui comprennent notamment les indemnités qui peuvent être versées aux commissaires enquêteurs, lesquelles sont fixées comme en matière d'expropriation, et les frais de notification ou d'affichage exposés au cours de l'instruction des demandes de déclaration d'utilité publique et à l'occasion de l'établissement des servitudes sont à la charge du demandeur.



DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE L'EQUIPEMENT

LE: Mardi 18 Mai 2010

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

COMMUNE DE : BUSSY-SAINT-GEORGES

N°REF	CODE	Cat	Intitulé de la servitude	SAISIE LE
7701964	AC2	IBb		24/09/90
Lieu stockage: SERU			PROTECTION DES SITES ET MONUMENTS NATURELS Sites inscrits Sites classes loi du 2 mai 1930	
OBSERVATIONS				
SERVICE CONCERNE :			-Direction Régionale de l'Environnement - -18,Avenue CARNOT -94234 CACHAN Cédex -41 24 18 00	
Date Report : / /			CARACTERISTIQUES DE LA SERVITUDE	ACTE INSTITUANT
Site classé des vallées des rus de la Brosse et de la Gondoire				Décret 14/09/1990

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE L'EQUIPEMENT

LE: Mardi 18 Mai 2010

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

COMMUNE DE : BUSSY-SAINT-GEORGES

N°REF	CODE	Cat	Intitulé de la servitude	SAISIE LE
7702046	PT1	IIE		04/11/92
Lieu stockage: SERU		PROTECTION DES CENTRES DE RECEPTION CONTRE LES PERTURBATIONS ELECTROMAGNETIQUES code des PTT		
OBSERVATIONS				
SERVICE CONCERNE :		-FRANCE TELECOM URN NORD DE PARIS DPT TRANSM -MISSION - GESTION DE L'hertzien Pièce R03 -90 Bd Kellermann -75634 PARIS CEDEX 13 -01.44.16.35.8 6		
Date Report : / /		CARACTERISTIQUES DE LA SERVITUDE		ACTE INSTITUANT
Station hertzienne de LAGNY				Décret du 11/12/1991

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE L'EQUIPEMENT

LE: Mardi 18 Mai 2010

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

COMMUNE DE : BUSSY-SAINT-GEORGES

N°REF	CODE	Cat	Intitulé de la servitude	SAISIE LE
7702092	AC1	IBa		02/08/93
Lieu stockage: SERU		PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES Loi du 31 décembre 1913 loi du 2 mai 1930 modifiée		
OBSERVATIONS				
SERVICE CONCERNE :		-Service Départemental de l'Architecture -4 rue Weczerka - -77420 CHAMPS SUR MARNE -60 05 17 14		
Date Report : / /				
CARACTERISTIQUES DE LA SERVITUDE			ACTE INSTITUANT	
CHATEAU de GUERMANTES : Façades et toitures de tous les bâtiments (classées MH) Parc de GUERMANTES classé MH			Arr. 09/10/1944	

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE L'EQUIPEMENT

LE: Mardi 18 Mai 2010

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

COMMUNE DE : BUSSY-SAINT-GEORGES

N°REF 7702141	CODE T1	Cat IIDc	Intitulé de la servitude	SAISIE LE 17/11/95
Lieu stockage: SERU			VOIES FERREES loi du 15 juillet 1845 (police des chemins de fer)	
OBSERVATIONS				
SERVICE CONCERNE :			-R A T P -MLI/CPMO/IPE/LAC C13 -40 bis rue Roger Salengro -94724 FONTENAY SOUS BOIS CEDEX -	
Date Report : / /				
			CARACTERISTIQUES DE LA SERVITUDE	ACTE INSTITUANT
Ligne A du R E R				Sans objet

## **SERVITUDES RELATIVES AUX CHEMINS DE FER (RFF / SNCF ou RATP) ZONES AUXQUELLES S'APPLIQUENT LES SERVITUDES**

### **I - GENERALITES**

#### Servitudes de grande voirie

- alignement
- occupation temporaire des terrains en cas de réparation
- distance à observer pour les plantations et l'élagage des arbres plantés
- mode d'exploitation des mines, carrières et sablières

#### Servitudes spéciales

- constructions
- excavations
- dépôts de matières inflammables ou non
- servitudes de débroussaillage

#### Référence des textes législatifs qui permettent de les instituer

- loi du 15 juillet 1845
- décret portant règlement d'administration publique du 22 mars 1942
- code des Mines, articles 84 modifié et 107
- code Forestier, articles L 322.3 et L 322.4
- loi du 29 décembre 1892 "occupation temporaire"
- décret-loi du 30 octobre 1935 modifié en son article 6 par la loi du 27 octobre 1942 relatif à la servitude de visibilité concernant les voies publiques et les croisements à niveau
- décret n° 59.962 du 31 juillet 1959 modifié concernant l'emploi des explosifs dans les minières et carrières
- décret du 14 mars 1964 relatif aux voies communales
- décret n° 69.601 du 10 juin 1969 relatif à la suppression des installations lumineuses de nature à créer un danger pour la circulation des trains
- décret n° 80.331 du 7 mai 1980 portant règlement général des industries extractives
- fiche-note 11.18 BIG. n° 78.04 du 30 mars 1978

## II - PROCEDURE D'INSTITUTION

### A - PROCEDURE

Application des dispositions de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer, qui a institué des servitudes à l'égard des propriétés riveraines de la voie ferrée.

Sont applicables aux chemins de fer :

- les lois et règlements sur la grande voirie qui ont pour objet d'assurer la conservation des fossés, talus, haies et ouvrages, le pacage des bestiaux et les dépôts de terre et autres objets quelconques (articles 2 et 3 de la loi du 15 juillet 1845) ;
- les servitudes spéciales qui font peser des charges particulières sur les propriétés riveraines afin d'assurer le bon fonctionnement du service public que constituent les communications ferroviaires (articles 5 et suivants de la loi du 15 juillet 1845) ;
- les lois et règlements sur l'extraction des matériaux nécessaires aux travaux publics (loi du 29 décembre 1892 sur l'occupation temporaire).

Les servitudes de grande voirie s'appliquent dans des conditions un peu particulières :

#### Alignement

L'obligation d'alignement s'impose :

- aux riverains de la voie ferrée proprement dite et à ceux des autres dépendances du domaine public ferroviaire telles que gares, cours de gare et avenues d'accès non classées dans une autre voirie ;
- elle ne concerne pas les dépendances qui ne font pas partie du domaine public où seule existe l'obligation éventuelle de bornage à frais communs.

L'alignement, accordé et porté à connaissance de l'intéressé par arrêté préfectoral, a pour but essentiel d'assurer le respect des limites du chemin de fer.

L'administration ne peut pas, comme en matière de voirie, procéder à des redressements ni bénéficier de la servitude de reculement (Conseil d'Etat, arrêt Pourreyron 3 juin 1910).

#### Mines et carrières

Si les travaux de recherche ou d'exploitation d'une mine sont de nature à compromettre la conservation des voies de communication, il y sera pourvu par le Préfet.

Les cahiers des charges des concessionnaires indiquent que ces derniers doivent obtenir des Préfets des autorisations spéciales, lorsque les travaux doivent être exécutés à proximité des voies de communication. La distance étant déterminée dans chaque cas d'espèce.

## **B - INDEMNISATION**

L'obligation de procéder à la suppression de constructions existant au moment de la promulgation de la loi de 1845 ou lors de l'établissement de nouvelles voies ferrées (article 10 de la loi du 15 juillet 1845), ouvre aux propriétaires un droit à indemnité fixée comme en matière d'expropriation.

L'obligation de procéder à la suppression de plantations, excavations, couvertures en chaume, amas de matériaux existant au moment de la promulgation de la loi de 1845 ou lors de l'établissement de nouvelles voies ferrées (article 10) ouvre aux propriétaires un droit à indemnité déterminée par la juridiction administrative, selon les règles prévues en matière de dommages de travaux publics.

L'obligation de débroussaillage, conformément aux termes des articles L 322.3 et L 322.4 du Code Forestier, ouvre aux propriétaires un droit à indemnité. En cas de contestation, l'évaluation en sera faite, en dernier ressort, par le Tribunal d'Instance.

Une indemnité est due aux concessionnaires de mines établies antérieurement, du fait du dommage permanent résultant de l'impossibilité d'exploiter des richesses minières dans la zone prohibée.

En dehors des cas énoncés ci-dessus, les servitudes applicables aux riverains du chemin de fer n'ouvrent pas droit à indemnité.

## **C - PUBLICITE**

En matière d'alignement, délivrance de l'arrêté d'alignement par le Préfet.

## **III - EFFETS DES SERVITUDES**

### **A - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE**

#### **1° - Prerogatives exercées directement par la puissance publique**

Possibilité pour RFF, la SNCF ou la RATP, quand le chemin de fer traverse une zone boisée, d'exécuter à l'intérieur d'une bande de 20 m de largeur calculée du bord extérieur de la voie et après en avoir avisé les propriétaires, les travaux de débroussaillage de morts-bois (articles L 322.3 et L 322.4 du Code Forestier).

#### **2° - Obligations de faire, imposées aux propriétaires**

Obligation pour le riverain, avant tous travaux de construction, de demander la délivrance de son alignement.

Obligation pour les propriétaires riverains de procéder à l'élagage des plantations situées sur une longueur de 50 m mesurée de part et d'autre des passages à niveau ainsi que celles faisant saillie sur la zone ferroviaire après intervention pour ces dernières d'un arrêté du Préfet (loi des 16 et 24 août 1790). Sinon intervention d'office de l'Administration.

Obligation pour les riverains d'une voie communale au croisement avec une voie ferrée de maintenir, sur une distance de 50 m de part et d'autre du centre du passage à niveau, les haies à une hauteur de 1 m au-dessus de l'axe des chaussées et les arbres de haut jet à 3 m (décret du 14 mars 1964 relatif aux voies communales).

Application aux croisements à niveau non munie de barrière, d'une voie publique et d'une voie ferrée, des dispositions relatives aux servitudes de visibilité, figurant au décret-loi du 30 octobre 1935 modifié par la loi du 27 octobre 1942).

Obligation pour les propriétaires, sur ordre de l'Administration, de procéder, moyennant indemnité, à la suppression des constructions, plantations, excavations, couvertures en chaume, amas de matériaux combustibles ou non existant dans les zones de protection édictées par la loi du 15 juillet 1845 et pour l'avenir, lors de l'établissement de nouvelles voies ferrées (article 10, loi du 15 juillet 1845).

En cas d'infractions aux prescriptions de la loi du 15 juillet 1845 réprimées comme en matière de grande voirie, les contrevenants sont condamnés par le Juge Administratif à supprimer, dans un délai donné, les constructions, plantations, excavations, couvertures, dépôts contraires aux prescriptions, sinon la suppression a lieu d'office aux frais du contrevenant (article 11 alinéas 2 et 3, loi du 15 juillet 1845).

## **B - LIMITATION AU DROIT D'UTILISER LE SOL**

### 1° - Obligations passives

Obligation pour les riverains voisins d'un croisement à niveau de supporter les servitudes résultant d'un plan de dégagement établi en application du décret-loi du 30 octobre 1935, modifié le 27 octobre 1942, concernant les servitudes de visibilité.

Interdiction aux riverains de la voie ferrée de procéder à l'édification d'aucune construction autre qu'un mur de clôture dans une distance de 2 m d'un chemin de fer. Cette distance est mesurée soit de l'arrête supérieure de déblai, soit de l'arête inférieure du talus du remblai, soit du bord extérieur des fossés du chemin et, à défaut, d'une ligne tracée à 1,50 m à partir du rail extérieur de la voie de fer. L'interdiction ne s'impose qu'aux riverains de la voie ferrée proprement dite et non pas aux dépendances du chemin de fer non pourvues de voies. Elle concerne non seulement les maisons d'habitation mais aussi les magasins, hangars, écuries, etc... (article 5 de la loi du 15 juillet 1845).

Il est fait interdiction aux riverains de la voie ferrée de planter des arbres à moins de 6 m de la limite de la voie ferrée constatée par un arrêté d'alignement et des haies vives à moins de 2 mètres. Le calcul de la distance est fait d'après les règles énoncées ci-dessus en matière de constructions (application des règles édictées par l'article 5 de la loi du 9 ventose an XIII).

Interdiction d'établir des dépôts de pierres ou d'objets non inflammables, pouvant être projetés sur la voie, à moins de 5 mètres. Les dépôts effectués le long des remblais sont autorisés lorsque la hauteur du dépôt est inférieure à celle du remblai (article 8, loi du 15 juillet 1845).

Interdiction d'établir des dépôts de matières inflammables et des couvertures en chaume à moins de 20 m d'un chemin de fer.

Interdiction aux riverains d'un chemin de fer qui se trouve en remblai de plus de 3 m au-dessus du terrain naturel de pratiquer des excavations dans une zone de largeur égale à la hauteur verticale du remblai mesurée à partir du pied du talus (article 6, loi du 15 juillet 1845).

Interdiction aux riverains de la voie ferrée de déverser leurs eaux résiduelles dans les dépendances de la voie ferrée (article 3 de la loi du 15 juillet 1845).

## 2° - Zone sensible du tunnel ferroviaire

La limite de cette zone se situe à 30 m de part et d'autre des piédroits du tunnel du chemin de fer.

Dans cette zone, des dispositions particulières devront être prises, après avis de RFF, la SNCF ou de la RATP, dans le cas où les constructions à édifier ou les travaux à exécuter, seraient de nature à affecter la solidité de l'ouvrage souterrain ou à mettre en cause la sécurité publique.

## 3° - Droits résiduels du propriétaire

Possibilité pour les propriétaires riverains d'obtenir par autorisation préfectorale, une dérogation à l'interdiction de construire à moins de 2 m du chemin de fer, lorsque la sûreté publique, la conservation du chemin de fer et la disposition des lieux le permettent, et ce, après consultation de RFF, la SNCF ou de la RATP (article 9, loi du 15 juillet 1845).

Possibilité pour les riverains propriétaires de constructions antérieures à la loi de 1845 ou existant lors de la construction d'un nouveau chemin de fer, de les entretenir dans l'état où elles se trouvaient à cette époque (article 5, loi du 15 juillet 1845).

Possibilité pour les propriétaires riverains d'obtenir, par décision du Préfet, une dérogation à l'interdiction de planter des arbres (distance ramenée de 6 à 2 m) et des haies vives (distance ramenée de 2 à 0,50 m).

Possibilité pour les propriétaires riverains d'exécuter des travaux concernant les mines et carrières, à proximité des voies ferrées à condition d'en avoir obtenu l'autorisation préfectorale déterminant dans chaque cas la distance à observer entre le lieu des travaux et le chemin de fer.

Possibilité pour les propriétaires riverains de pratiquer des excavations, en bordure d'une voie ferrée en remblai de plus de 3 m dans la zone d'une largeur égale à la hauteur verticale du remblai mesurée à partir du pied de talus, à condition d'en avoir obtenu l'autorisation du Préfet délivrée après consultation de RFF, la SNCF ou de la RATP.

Possibilité pour les propriétaires riverains de procéder à des dépôts d'objets non inflammables, dans la zone de prohibition lorsque la sûreté publique, la conservation du chemin de fer et la disposition des lieux le permettent, à condition d'en avoir obtenu l'autorisation du Préfet.

Les dérogations accordées à ce titre sont toujours révocables (article 9, loi du 15 juillet 1845).

**NOTICE TECHNIQUE**  
**POUR LE REPORT AU POS**

**DES SERVITUDES GREVANT LES PROPRIETES RIVERAINES  
DU CHEMIN DE FER**

L'article 3 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer rend applicable aux propriétés riveraines de la voie ferrée, les servitudes prévues par les lois et règlements sur la grande voirie et qui concernent notamment :

- l'alignement,
- l'écoulement des eaux,
- la distance à observer pour les plantations et l'élagage des arbres plantés.

D'autre part, les articles 5 et 6 de la dite loi instituent des servitudes spéciales en ce qui concerne les distances à respecter pour les constructions et les excavations le long de la voie ferrée.

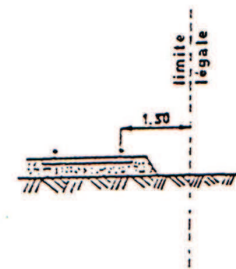
De plus, en application du décret-loi du 30 octobre 1935, modifié par la loi du 27 octobre 1942, des servitudes peuvent grever les propriétés riveraines du chemin de fer en vue d'améliorer la visibilité aux abords des passages à niveau.

Les distances fixées par la loi du 15 juillet 1845 sont calculées à partir de la limite légale du chemin de fer, laquelle est indépendante de la limite réelle du domaine concédé à RFF, la SNCF ou à la RATP.

Selon l'article 5 de cette loi, la limite légale du chemin de fer est déterminée de la manière suivante :

a / Voie en plate forme sans fossé.

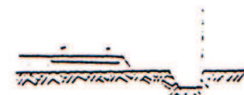
une ligne idéale tracée à 1,50 mètres du rail extérieur (figure 1).



**figure 1**

b / Voie en plate forme avec fossé.

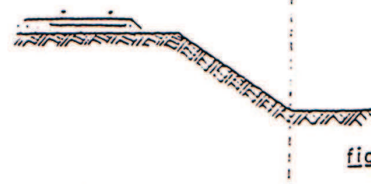
le bord extérieur du fossé (figure 2).



**figure 2**

c / Voie en remblai.

arête inférieure du talus du remblai (figure 3).



**figure 3**

ou

le bord extérieur du fossé si cette voie comporte un fossé (figure 4).



figure 4

d / Voie en déblai

arête supérieure du talus du déblai (figure 5).

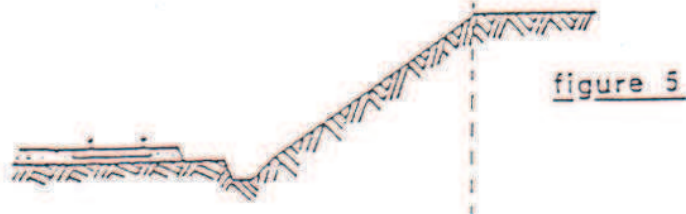


figure 5

Dans le cas d'une voie posée à flan de coteau, la limite légale à considérer est constituée par le point extrême des déblais ou remblais effectués pour la construction de la ligne et non la limite du talus naturel (figures 6 et 7).

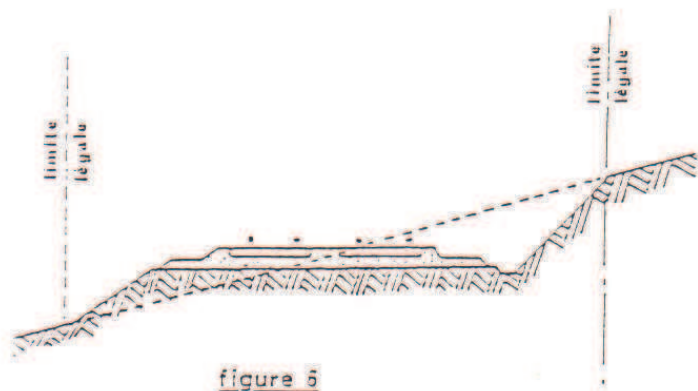


figure 6

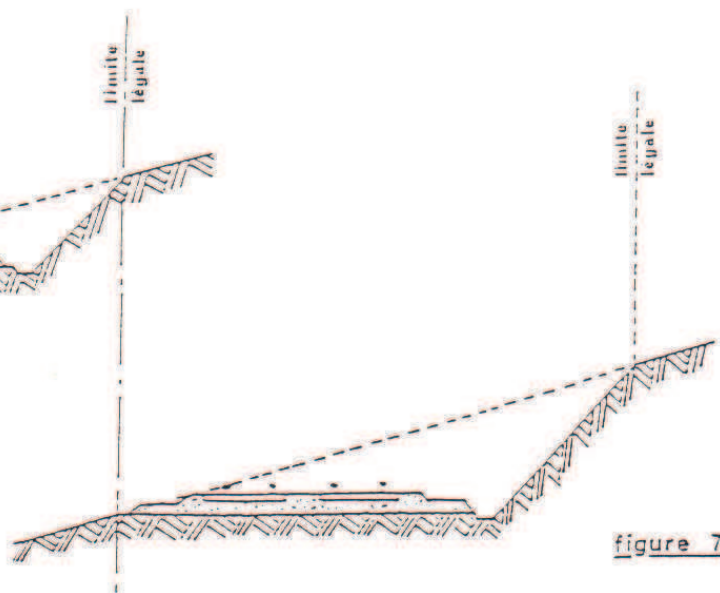


figure 7

Lorsque le talus est remplacé par un mur de soutènement, la limite légale est en cas de remblai, le pied et, en cas de déblai, la crête de ce mur (figures 8 et 9).



Lorsque le chemin de fer est établi en remblai et que le talus a été rechargé ou modifié par suite d'apport de terre ou d'épuration de ballast, la limite légale pourra être déterminée à partir du pied du talus primitif, à moins toutefois que cet élargissement de plate-forme ne soit pas destiné à l'établissement prochain de nouvelles voies.

En bordure des lignes à voie unique, dont la plate forme a été acquise pour deux voies, la limite légale est déterminée en supposant la deuxième voie construite avec ses talus et fossés. Il est, par ailleurs, fait observer que les servitudes prévues par la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer n'ouvrent pas droit à indemnité.

Enfin, il est rappelé qu'indépendamment des servitudes énumérées ci-dessus dont les conditions d'application vont être maintenant précisées, les propriétaires riverains du chemin de fer doivent se conformer, le cas échéant, aux dispositions de la loi du 15 juillet 1845, concernant les dépôts temporaires et l'exploitation des mines et carrières à proximité des voies ferrées.

### **1° - Alignement.**

L'alignement est la procédure par laquelle l'Administration détermine les limites du domaine public ferroviaire.

Tout propriétaire riverain du chemin de fer qui désire élever une construction ou établir une clôture, doit demander l'alignement. Cette obligation s'impose non seulement aux riverains de la voie ferrée proprement dite, mais encore à ceux des autres dépendances du domaine public ferroviaire telles que gare, cours de gares, avenues d'accès, etc...

L'alignement est délivré par arrêté préfectoral. Cet arrêté indique aussi les limites de la zone de servitudes à l'intérieur de laquelle il est interdit, en application de la loi du 15 juillet 1845, d'élever des constructions, d'établir des plantations ou d'effectuer des excavations.

L'alignement ne donne pas aux riverains du chemin de fer les droits qu'il confère le long des voies publiques, dits "aisance de voirie". Ainsi, aucun accès ne peut être pris sur la voie ferrée.

## 2° - Écoulement des eaux.

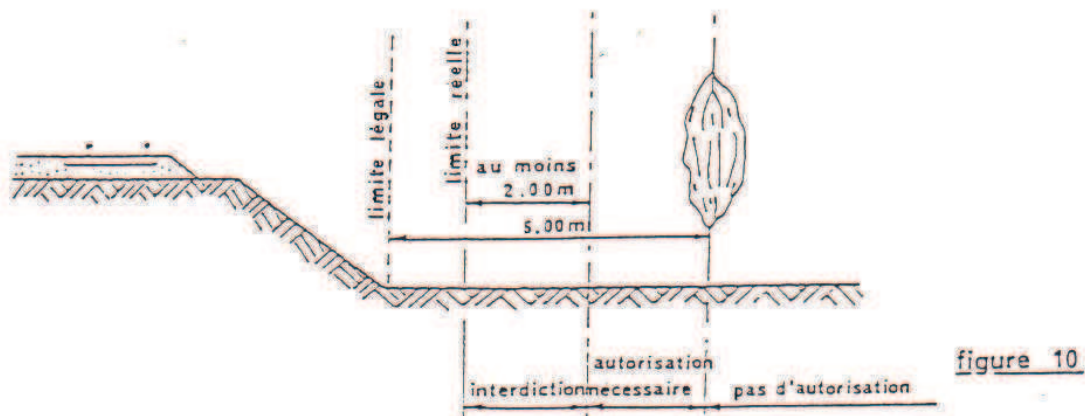
Les riverains du chemin de fer doivent recevoir les eaux naturelles telles qu'eaux pluviales, de source ou d'infiltration provenant normalement de la voie ferrée ; ils ne doivent rien entreprendre qui serait de nature à gêner leur libre écoulement ou à provoquer leur refoulement dans les emprises ferroviaires.

D'autre part, si les riverains peuvent laisser écouler sur le domaine ferroviaire les eaux naturelles de leur fonds, dès l'instant qu'ils n'en modifient ni le cours ni le volume, par contre, il leur est interdit de déverser leurs eaux usées dans les dépendances du chemin de fer.

## 3° - Plantations.

### a / Arbres à haute tige.

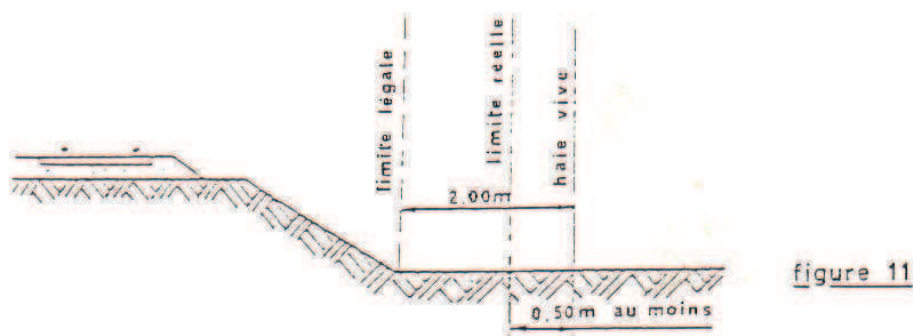
Aucune plantation d'arbres à haute tige ne peut être faite à moins de 6 mètres de la limite légale du chemin de fer. Toutefois, cette distance peut être ramenée à 2 mètres par autorisation préfectorale (figure 10).



### b / vives.

haies

Elles ne peuvent être plantées à l'extrême limite des propriétés riveraines, une distance de 2 mètres de la limite légale doit être observée, sauf dérogation accordée par le Préfet qui peut réduire cette distance jusqu'à 0,50 mètre (figure 11).



Dans tous les cas, l'application des règles ci-dessus ne doit pas conduire à planter un arbre à moins de 2 mètres de la limite réelle du chemin de fer et une haie vive à moins de 0,50 mètre de cette limite.

#### 4° - Constructions.

Indépendamment des marges de reculement susceptibles d'être prévues dans les plans d'occupation des sols aucune construction autre qu'un mur de clôture, ne peut être établi à moins de 2 mètres de la limite légale du chemin de fer (figure 12).

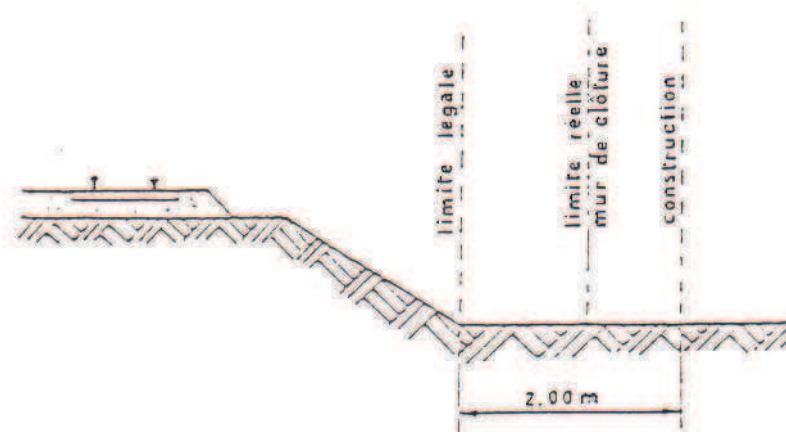


figure 12

Il résulte des dispositions précédentes que si les clôtures sont autorisées, à la limite réelle du chemin de fer, les constructions doivent être établies en retrait de cette limite réelle dans les cas où celle-ci est située à moins de 2 mètres de la limite légale.

Cette servitude de reculement ne s'impose qu'aux propriétés riveraines de la voie ferrée proprement dite, qu'il s'agisse d'une voie principale ou d'une voie de garage ou encore de terrain acquis pour la pose d'une nouvelle voie.

Il est par ailleurs rappelé qu'il est interdit aux propriétaires riverains du chemin de fer d'édifier, sans l'autorisation de RFF, la SNCF ou de la RATP, des constructions qui en raison de leur implantation entraîneraient, par application des dispositions d'urbanisme, la création de zones de prospect sur le domaine public ferroviaire.

#### 5° - Excavations

Aucune excavation ne peut être effectuée en bordure de la voie ferrée lorsque celle-ci se trouve en remblai de plus de 3 mètres au-dessus du terrain naturel, dans une zone de largeur égale à la hauteur du remblai mesurée à partir du pied de talus.

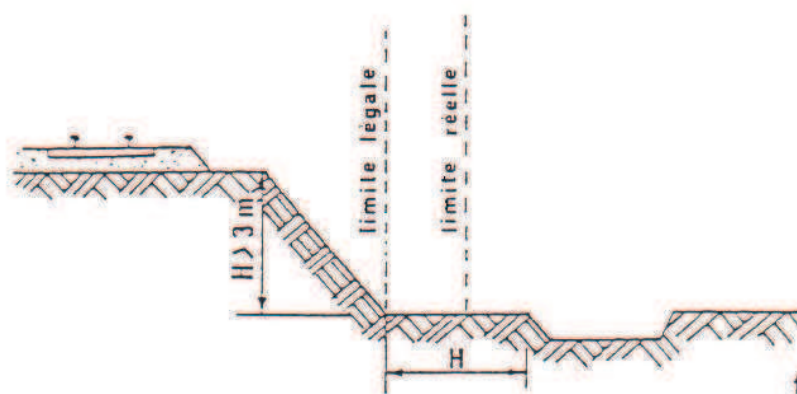


figure 13

## 6° - Servitudes de visibilité aux abords des passages à niveau

Les propriétés riveraines ou voisines du croisement à niveau d'une voie publique et d'une voie ferrée sont susceptibles d'être frappées de servitudes de visibilité en application du décret-loi du 30 octobre 1935 modifié par la loi du 27 octobre 1942.

Ces servitudes peuvent comporter les cas suivants :

- l'obligation de supprimer les murs de clôture ou de les remplacer par des grilles, de supprimer les plantations gênantes, de ramener et de tenir le terrain et toutes superstructures à un niveau déterminé;
- l'interdiction de bâtir, de placer des clôtures, de remblayer, de planter et de faire des installations au-dessus d'un certain niveau;
- la possibilité, pour l'administration, d'opérer la résection des talus, remblais et tous obstacles naturels, de manière à réaliser des conditions de vue satisfaisantes.
- un plan de dégagement soumis à enquête détermine, pour chaque parcelle, la nature des servitudes imposées, lesquelles ouvrent droit à indemnité.

A défaut de plan de dégagement, la Direction Départementale de l'Équipement soumet à RFF, la SNCF ou à la RATP, pour avis, les demandes de permis de construire intéressant une certaine zone au voisinage des passages à niveau non gardés.

Cette zone est représentée par des hachures sur le croquis ci-dessous (figure 14).

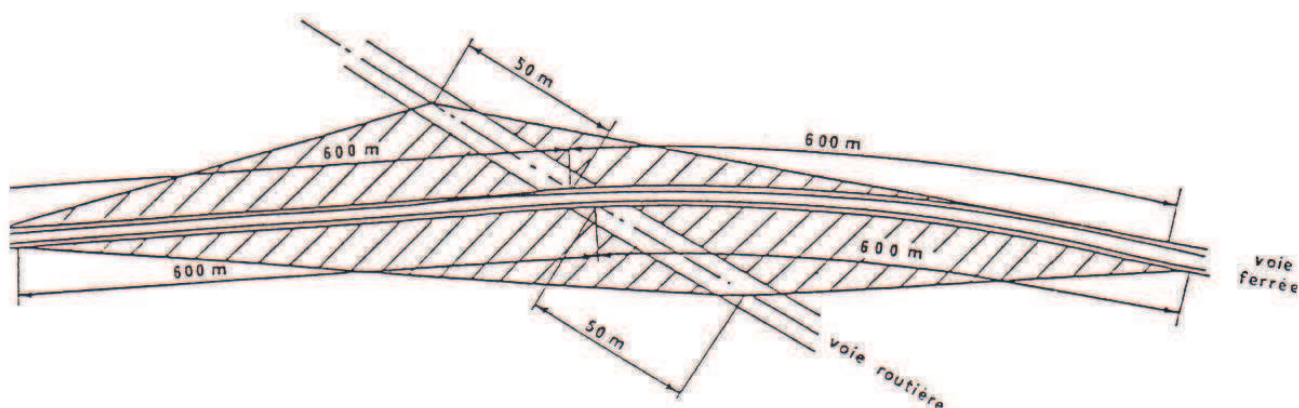


figure 14

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE L'EQUIPEMENT

LE: Mardi 18 Mai 2010

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

COMMUNE DE : BUSSY-SAINT-GEORGES

N°REF	CODE	Cat	Intitulé de la servitude	SAISIE LE
7702145	I4	IIAa		14/12/95
Lieu stockage: SERU		ELECTRICITE ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES loi du 15 juin 1906 loi de finances du 13 juillet 1925 loi 46-628 du 8 avril 1946		
OBSERVATIONS				
SERVICE CONCERNE :		-D.R.I.R.E ILE DE FRANCE -Rue de L'Aluminium -LES BUREAUX DU LAC -77547 SAVIGNY LE TEMPLE CEDEX -64 41 72 10		
Date Report : / /				
			CARACTERISTIQUES DE LA SERVITUDE	ACTE INSTITUANT
Ligne à 225 KV Orsonville Villevaude 2				Conv. amiables
Ligne à 225 KV Morbras Orsonville				Conv. amiables

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE L'EQUIPEMENT

LE: Mardi 18 Mai 2010

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

COMMUNE DE : BUSSY-SAINT-GEORGES

N°REF	CODE	Cat	Intitulé de la servitude	SAISIE LE
7702210	AC1	IBa		27/01/98
Lieu stockage: SERU		PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES Loi du 31 décembre 1913 loi du 2 mai 1930 modifiée		
OBSERVATIONS				
SERVICE CONCERNE :		-Service Départemental de l'Architecture -4 rue Weczerka - -77420 CHAMPS SUR MARNE -60 05 17 14		
Date Report : / /				
CARACTERISTIQUES DE LA SERVITUDE			ACTE INSTITUANT	
Domaine du Génitoy:façades et toitures du château avec ses douves en eau; façades et toitures des écuries;façades et toitures du bâtiment des communs parallèle au CD 406;pigeonnier-porche;sol de la parcelle (CAD ZI 38) inscrit à l'Inv MH.			Arrêté du 09 Octobre 1996	

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE L'EQUIPEMENT

LE: Mardi 18 Mai 2010

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

COMMUNE DE : BUSSY-SAINT-GEORGES

N°REF	CODE	Cat	Intitulé de la servitude	SAISIE LE
7702257	AC1	IBa		18/12/00
Lieu stockage: SEP		PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES Loi du 31 décembre 1913 loi du 2 mai 1930 modifiée		
OBSERVATIONS				
SERVICE CONCERNE :		-Service Départemental de l'Architecture -4 rue Weczerka - -77420 CHAMPS SUR MARNE -60 05 17 14		
Date Report : / /		CARACTERISTIQUES DE LA SERVITUDE		
TOTALITE DES PARTIES BATIES ET NON BATIES DU DOMAINE DU CHATEAU DE FERRIERES EN BRIE		ACTE INSTITUANT ARRETE MINISTERIEL DU 26 SEPTEMBRE 2000		

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE L'EQUIPEMENT

LE: Mardi 18 Mai 2010

LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

COMMUNE DE : BUSSY-SAINT-GEORGES

N°REF 7702360	CODE AS1	Cat IAC	Intitulé de la servitude	SAISIE LE 09/12/09
Lieu stockage: SUDT			PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINERALES Code de la Sante Publique Décret n° 61-859 du 1er août 1961	
OBSERVATIONS				
SERVICES CONCERNES:			-Direction départementale des affaires -sanitaires et sociales de Seine-et-Marne -49-51, Avenue Thiers -77000 MELUN -	
			-Direction départementale des affaires -sanitaires et sociales de Seine-et-Marne -49-51, Avenue Thiers -77000 MELUN -	
Date Report : / /				
			CARACTERISTIQUES DE LA SERVITUDE	ACTE INSTITUANT
Captage d'eau potable n°0184 7X 0010/F de Ferrières en Brie				ARRETE DE MISE A JOUR DU 12/10/2009

**PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE**

**Direction départementale  
des affaires sanitaires et sociales  
de Seine-et-Marne**

**ARRETE PREFECTORAL n° 09 DAIDD EC 08**

**PORTANT**

**DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE :  
des travaux de prélèvement et de dérivation des eaux  
de l'instauration des périmètres de protection**

**AUTORISATION D'UTILISER DE L'EAU  
en vue de la consommation humaine,  
pour la production et la distribution par un réseau public et le conditionnement**

**AUTORISATION DE PRELEVEMENT  
du captage d'eau de FERRIERES EN BRIE n° 0184 7X 0010/F  
sis sur la commune de BUSSY SAINT-GEORGES**

**Le Préfet de Seine-et-Marne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU les Directives du Conseil des Communautés Européennes n° 80/778/CEE du 15 juillet 1980 et n° 98/83/CE du 3 novembre 1998 relatives à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU le Code de la santé publique et notamment les articles L. 1321-1 à L. 1321-10, R. 1321-1 à R. 1321-36 ;

VU le Code de l'environnement et notamment les articles L 214-1 à L 214-8 et L 215-13, R 214-1 et R 214-8 à R 214-12 ;

VU le Code Minier et notamment l'article 131 ;

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'urbanisme et notamment son article L 126-1 ;

VU le Code Forestier et notamment ses articles R 412-19 à R 412-27 ;

VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

**CONSIDERANT** que le captage relève de la procédure de déclaration au titre de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau dite loi sur l'eau ;

**CONSIDERANT** que la mise en place de périmètres de protection autour du captage d'eau destinée à la consommation humaine de FERRIERES EN BRIE est indispensable à la préservation de la qualité de l'eau distribuée à la collectivité ;

**SUR** proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de Seine et Marne,

## **A R R E T E**

### **Article 1. - Objet du présent arrêté**

Les dispositions du présent arrêté ont pour objet :

- la déclaration d'utilité publique des travaux à entreprendre par la commune de Ferrières en Brie en vue de la dérivation des eaux souterraines par le captage alimentant la commune de FERRIERES EN BRIE, situé sur la commune de BUSSY SAINT-GEORGES;
- la définition des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée du captage de FERRIERES EN BRIE et des prescriptions s'y rapportant ;
- l'autorisation d'utiliser l'eau du captage de FERRIERES EN BRIE en vue de la consommation humaine ;
- l'autorisation de prélever les eaux souterraines.

La commune de FERRIERES EN BRIE sera désignée dans la suite de l'arrêté sous le terme "le demandeur".

### **Article 2. - Référence et coordonnées du captage**

- Code banque de données du sous-sol (BSS) : 01847X0010/F.
- Coordonnées en Lambert II étendu métriques :  
X = 629 032  
Y = 2 424 576  
Z = +120 m NGF
- Parcelle cadastrée : section C 20 de la commune de Bussy Saint Georges, telle que définie sur le plan de délimitation annexé au présent arrêté.

Le captage susvisé sera désigné dans la suite de l'arrêté sous le terme "le captage".

## **1<sup>ère</sup> partie - Autorisation de prélever de l'eau**

### **Article 3. - Autorisation**

Le demandeur est autorisé à prélever l'eau dans la nappe des calcaires de Brie.

### **Article 4. - Volumes prélevés**

Les volumes prélevés au niveau du captage ne doivent pas excéder un débit de 40 m<sup>3</sup>/h et un volume journalier de 650 m<sup>3</sup> en période de pointe.

Le volume de prélèvement annuel maximum autorisé est de 135 000 m<sup>3</sup>. Toute augmentation du débit ou du volume de prélèvement doit être autorisée par arrêté préfectoral complémentaire après avis d'un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique.

### **Article 5. - Suivi des pompages**

Les relevés du suivi des volumes prélevés sont mensuels, centralisés et tenus à la disposition des administrations concernées.

- les ouvrages de transport d'eaux non potables, d'hydrocarbures ou de tout autre produit susceptible d'altérer la qualité des eaux, en dehors des ouvrages nécessaires à l'alimentation en eau potable ;
- les ouvrages de stockage d'eaux non potables, d'hydrocarbures ou de tout autre produit susceptible d'altérer la qualité des eaux ;
- les rejets provenant d'assainissement collectif ;
- les rejets provenant d'assainissement non collectif ;
- l'établissement de toute construction et toute installation superficielle ou souterraine, même provisoire ;
- l'épandage de lisiers, matières de vidange et de boue ;
- l'épandage de fumier, limité aux stricts besoins des végétaux pour les engrais organiques ou chimiques ;
- le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail ;
- le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures et au désherbage ;
- les installations agricoles et leurs annexes ;
- l'installation d'abreuvoirs sauf par alimentation en eau à partir du réseau ou par tonne à eau et à plus de 100 mètres du captage, les abris et les dépôts de nourriture ne sont pas autorisés ;
- le retournement des herbages ;
- le défrichement forestier et coupes à blanc ;
- la création d'étangs ;
- le camping-caravaning, installations légères (mobil-homes...) et stationnement des camping-cars ;
- l'agrandissement et/ou la création de cimetières.

### **18.2.2 Activités réglementées**

Dans ce périmètre, toute activité ou fait pouvant conduire à une communication directe avec l'aquifère capté ou avec l'horizon géologique qui le protège, sera soumis à l'avis de la MISE, et ce, afin de prescrire les dispositions éventuellement nécessaires pour prévenir les risques présentés vis à vis des eaux captées.

Les activités ci-dessous sont réglementées :

- les ouvrages captant les calcaires de Brie seront exclusivement réservés au renforcement de l'alimentation en eau potable des collectivités. Pour les autres ouvrages plus profonds, les calcaires du Brie seront impérativement isolés par cimentation, toutes les mesures nécessaires seront prises pour ne pas perturber le fonctionnement du captage existant ;
- les excavations importantes, permanentes ou temporaires (tranchées, fouilles), sont limitées aux seules excavations provisoires de moins de 2 mètres de profondeur sous réserve de remblaiement jusqu'au terrain naturel avec des matériaux inertes. L'utilisation de mâchefers et de résidus d'usines d'incinération est interdite ;
- l'utilisation de tout produit destiné à la lutte contre les ennemis des cultures et au désherbage est autorisé sous réserve de suivre les normes recommandées, le code des bonnes pratiques agricoles devra être respecté ;
- le pacage des animaux est limité à la stricte production de la pâture, l'apport de fourrage complémentaire pour la nourriture des animaux étant interdit, charge maximal 3UGB/ha moyenne annuelle sur toute l'année ;
- lors de la construction ou la modification de l'utilisation des voies de communication (routières, SNCF), l'impact d'éventuels travaux devra être examiné avec attention, il conviendra de veiller au devenir des eaux issues de la chaussée. Les projets de construction ou de modification de l'utilisation des voies de communication seront soumis à l'avis de la MISE.

### **Article 11. - Clause de précarité**

Les prélèvements peuvent être suspendus ou limités provisoirement par le Préfet de Seine et Marne pour faire face aux situations ou aux menaces d'accidents, de sécheresse, d'inondations ou risque de pénurie en application de l'article L. 211-3 du code de l'environnement.

### **Article 12. - Cessation de l'exploitation ou de l'affectation (art. R214-45 alinéa 3 du code de l'environnement)**

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation du captage ou de son affectation, doit faire l'objet d'une déclaration, par l'exploitant, ou, à défaut, par le propriétaire auprès du préfet, dans le mois qui suit l'expiration du délai de deux ans, la cessation définitive, ou le changement d'affectation. Il est donné acte de cette déclaration.

En cas de cessation définitive d'activité le déclarant est tenu de remettre en état les lieux de manière à préserver les éléments mentionnés l'article L.211-1 du code de l'environnement, conformément à l'arrêté de prescriptions générales du 11 septembre 2003 (articles 12 et 13).

## **2<sup>ème</sup> partie - Autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine**

### **Article 13. - Autorisation**

Le demandeur est autorisé à utiliser l'eau du captage en vue de la consommation humaine après traitement.

### **Article 14. - Etapas du traitement**

Le traitement de l'eau consiste en une désinfection par injection de chlore gazeux directement dans le forage. L'eau, pompée à l'aide de deux pompes de 30 m<sup>3</sup>/h fonctionnant en alternance, est acheminée vers le château d'eau d'une capacité de 400 m<sup>3</sup>.

A l'issue du traitement, l'eau ne doit être ni corrosive, ni agressive.

### **Article 15. - Contrôle sanitaire**

Conformément à la réglementation en vigueur, la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales établit les lieux de prélèvements et le programme d'analyse du contrôle sanitaire de la qualité de l'eau.

Le demandeur est tenu de surveiller en permanence la qualité des eaux et, en particulier, l'efficacité du traitement.

Les projets de modification des installations et/ou de la filière de traitement doivent être portés à la connaissance du préfet.

## **3<sup>ème</sup> partie : Déclaration d'Utilité Publique**

### **Article 16.- Déclaration d'utilité publique**

Sont déclarés d'utilité publique les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines et l'établissement de périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du captage d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine de la commune de FERRIERES EN BRIE, tels qu'ils figurent sur les plans de délimitation et l'état parcellaire ci-annexé.

## **4<sup>ème</sup> partie : Périmètre de protection : délimitation et prescriptions**

### **Article 17.- Délimitation des périmètres de protection**

Trois périmètres de protection sont instaurés autour du captage pour en assurer la protection immédiate, la protection rapprochée et la protection éloignée.

- affiché, par le maire de la commune de FERRIERES-en-BRIE à la mairie pendant au moins deux mois.

Une mention de cet affichage sera insérée, par les soins du Préfet et à la charge de la commune de FERRIERES-EN-BRIE, en caractères apparents dans deux journaux locaux.

Un extrait de cet acte sera adressé par le maire de la commune de FERRIERES-en-BRIE à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Le maire de la commune de FERRIERES-EN-BRIE informera sans délai le préfet de Seine-et-Marne de l'accomplissement de ces formalités.

Les maires des communes concernées conservent le présent arrêté et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Les servitudes seront annexées au plan local d'urbanisme, dans un délai de 3 mois, à partir de la date de mise en demeure du Préfet. Si cette formalité n'a pas été effectuée dans le délai imparti, le Préfet y procède d'office.

#### **Article 20.- Recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Melun introduit dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Un recours administratif peut suspendre le délai du recours contentieux, s'il est formé dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte, selon une des formes suivantes :

- recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet de Seine et Marne - Rue des Saints Pères - 77010 MELUN cedex,
- recours hiérarchique, adressé au Ministère de la santé et des solidarités - 8 avenue de Ségur - 75350 PARIS 07 SP.

Le recours contentieux court à compter de la décision explicite ou implicite (au terme d'un délai de deux mois) de rejet du recours administratif.


#### **Article 21.- Exécution, ampliation :**

- Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de Seine-et-Marne,
- M. le Sous-Préfet de TORCY,
- Mme le Maire de FERRIERES-EN-BRIE,
- M. le Maire de BUSSY SAINT-GEORGES,
- M. le Maire de JOSSIGNY,
- M. le Maire de FAVIERES,
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture de Seine-et-Marne,
- Mme la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Seine-et-Marne,
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,

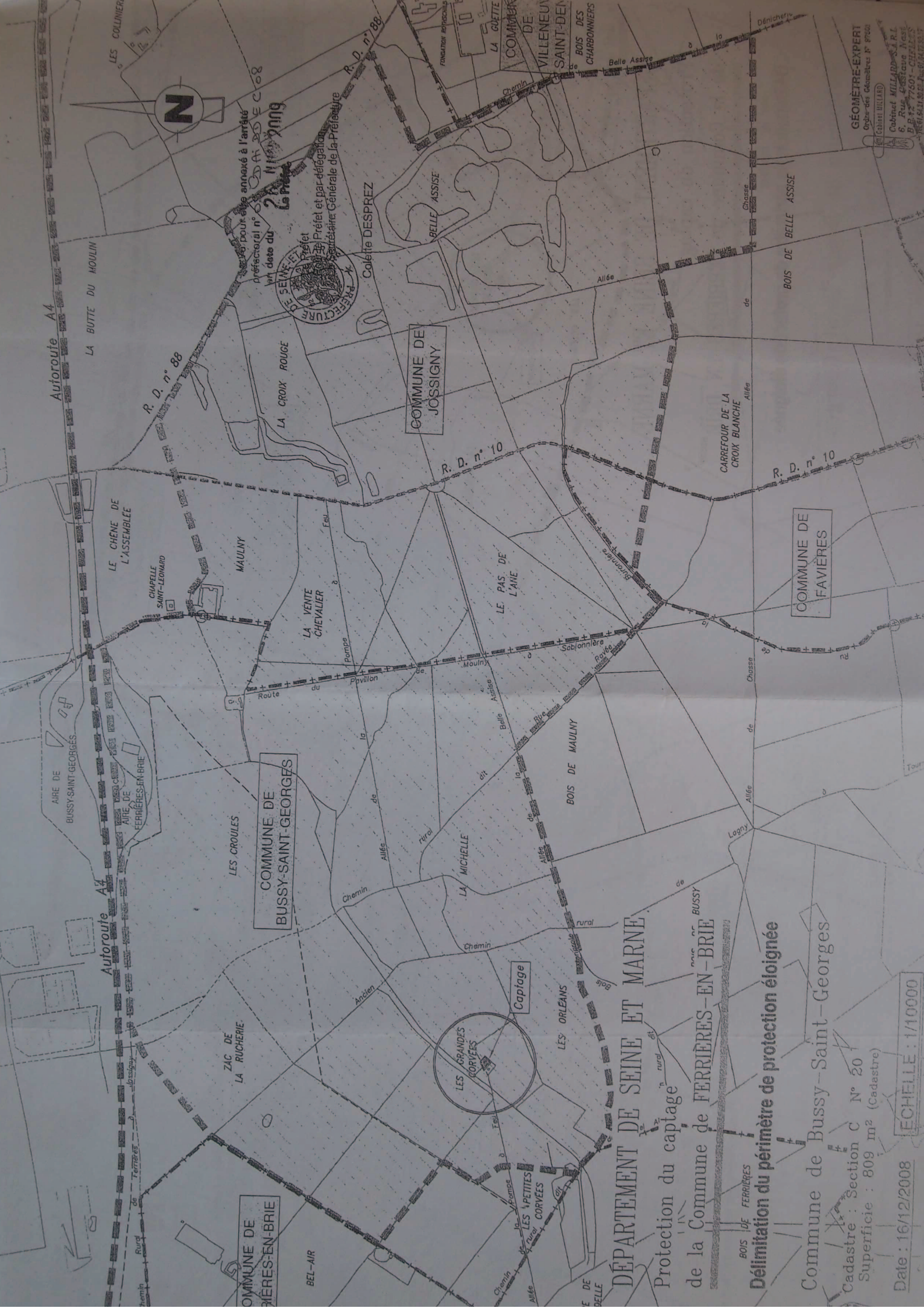
**COMMUNE DE BUSSY-SAINT-GEORGES**  
**ETABLISSEMENT DES MESURES DE PROTECTION AUTOUR DU CAPTAGE DE FERRIERES-EN-BRIE**  
**ETAT PARCELLAIRE CONSTITUANT LE PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE**

N°	Reenseignements tirés de la matrice cadastrale				Désignation des propriétaires des immeubles		Tels qu'ils sont connus d'après les renseignements recueillis par l'administration
	Section	N° Parcelle	Lieu-Dit	Nature des propriétés	Contenance	Superficie incluse dans le périmètre	
1	C	89	Les Grandes Corvées	Pré	5 62	Ha A Ca	Commune de Ferrières-en-Brie Mairie - Place Auguste Trézy 77164 FERRIERES-EN-BRIE
2	C	79	Les Orléans	Taillis	77 33	77 33	Région Ile de France
	C	88	Les Grandes Corvées	Taillis	1 02 03	1 02 03	99, Rue de l'Abbé Groult
	C	91	Les Grandes Corvées	Pré	11 80	11 80	75015 PARIS
	C	90	Les Grandes Corvées	Pré	2 05	2 05	
	C	21	Les Orléans	Taillis	15 43 02	15 43 02	
	C	22	Les Orléans	Taillis	6 72 86	6 72 86	
	C	23	La Michelle	Taillis	3 01 30	3 01 30	
	C	80	La Michelle	Taillis	1 59 03	1 59 03	
	C	81	La Michelle	Taillis	13 47	13 47	
	C	82	La Michelle	Taillis	11 00	11 00	
	C	58	La Michelle	Taillis	2 09 89	2 09 89	
	C	57	La Michelle	Terre	5 28 02	5 28 02	
	C	56	La Michelle	Pré	96 14	96 14	
3	YC	9	Bel Air	Eaux taillis	34 86 10	17 20 00	Etat Ministère de l'Ecologie, Développement et Aménagement DDE 288, Rue Georges Clémenceau 77000 MELUN Gestionnaire : Agence Foncière et Technique de la Région Parisienne 195, Rue de Bercy 75012 PARIS
4	YC	12	Bel Air	Peupleraie taillis	3 14 00	3 14 00	Monsieur DE ROTTSCHILD Edouard Etienne Alphonse 200, Park Avenue - New York - Etats-Unis Né le 27/12/1957 à NEUILLY SUR SEINE (92)

Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral n° 29 DRI D D E C 08  
en date du 26 01/2009  
Le Préfet

  
Le Préfet et par délégation,  
Secrétaire Générale de la Préfecture

Colette DESPREZ



COMMUNE DE BUSSY-SAINT-GEORGES

COMMUNE DE JOSSIGNY

COMMUNE DE FAVIÈRES

COMMUNE DE FERRIÈRES-EN-BRIE

DÉPARTEMENT DE SEINE ET MARNE

Protection du captage de la Commune de FERRIÈRES-EN-BRIE

Délimitation du périmètre de protection éloignée

Commune de Bussy-Saint-Georges

Cadastré : Section C N° 20  
Superficie : 809 m<sup>2</sup> (Cadastré)

Date : 16/12/2008

ECHELLE : 1/10000

arrêté préfectoral n° 2018-08-08-008 en date du 08/08/2018

GÉOMÈTRE-EXPERT  
Cabinet MILLARD J.R.L.  
6, Rue Pasteur Nord  
B.P. n° 77601 - CHELLES  
91160 CHELLES

DÉPARTEMENT DE SEINE ET MARNE  
Protection du captage  
de la Commune de FERRIÈRES-EN-BRIE

**Délimitation du périmètre de protection immédiate**

Commune de Bussy-Saint-Georges

Cadastre : Section C N° 20  
Superficie : 809 m<sup>2</sup> (Cadastre)

Date : 02/12/2008

**ECHELLE : 1/1000**

SECTION YC

(YC 9)

LES GRANDES  
CORVÉES

(C 88)

(C 22)

(C 79)

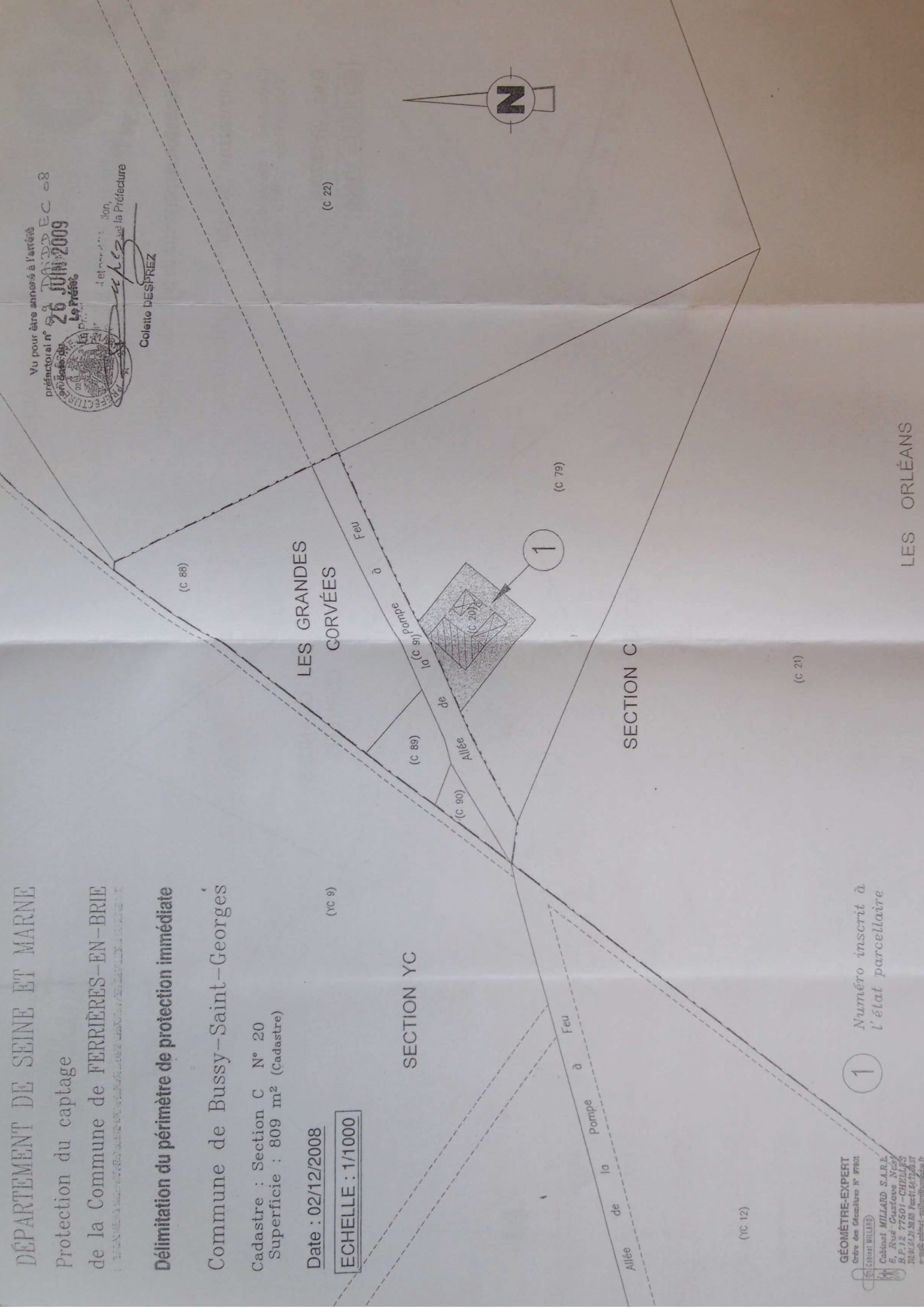
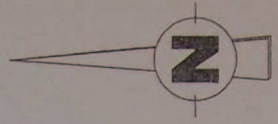
SECTION C

(C 21)

1  
Numéro inscrit à  
l'état parcellaire

GÉOMÈTRE-EXPERT  
Ordre des Géomètres N° 87601  
Cabinet MILLARD S.A.R.L.  
6, Rue Gustave NESTÉ  
B.P. 12 77501 - CHELLES  
Tél. 01 60 33 66 61 Fax 01 60 33 66 67

Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral n° 2008-12-02-DEC-08  
Le 26 Juin 2009  
Le Préfet  
Colette DESPREZ



LES ORLÉANS

# DÉPARTEMENT DE SEINE ET MARNE

Protection du captage  
de la Commune de FERRIÈRES-EN-BRIE

## Délimitation du périmètre de protection rapprochée

Commune de Bussy-Saint-Georges

Cadastre : Section C N° 20  
Superficie : 809 m<sup>2</sup> (Cadastre)

Date : 02/12/2008

ECHELLE : 1/5000

- ① Communes de Ferrières-en-Brie
- ② Région Ile de France
- ③ Etat Ministère de l'Ecologie, Développement et Aménagement
- ④ M. de Rothschild Edouard

--- Limite du périmètre de protection rapprochée  
--- Périmètre ZAC de la Rucherie

**GÉOMÈTRE-EXPERT**  
Ordnr des Géomètres N° 97601  
Cabinet MILLARD  
Cabinet MILLARD S.A.R.L.  
6, Rue Gustave Nost  
B.P. 12 77601 - CHELLES  
TEL 03 23 30 88 11 - Fax 03 23 30 88 37  
E-mail: millard@millard-geometre.fr



SECTION YH

SECTION C

SECTION YC

ZAC DE LA RUCHERIE

COMMUNE DE FERRIÈRES-EN-BRIE

COMMUNE DE FERRIÈRES-EN-BRIE

BOIS DE MAUJNY (C 24)  
Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n° 03 D 2008 03 26  
26 JUIN 2009  
Le Préfet  
Secrétaire Général

## Servitudes d'utilité publique Modalités d'application des servitudes aéronautiques

### Servitudes établies à l'extérieur des zones de dégagement (T7)

*Textes de références : articles L6352-1 du CT, R 244-1 et D 244-2 à D 244-4 du CAC, arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation.*

Les installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitude de dégagement sont soumises à une autorisation spéciale du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre de la défense comprennent:

- a) En dehors des agglomérations, les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 50 mètres au dessus du niveau du sol,
- b) Dans les agglomérations, les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 100 mètres au dessus du niveau du sol. Les agglomérations sont celles figurant sur les cartes aéronautiques au 1/50 000ème.

#### Servitude T7 et application du droit des sols :

Lorsque l'installation, la construction fait l'objet d'une demande de **permis de construire ou d'aménager**, le délai d'instruction est porté à cinq mois en application de l'article R423-31b du code de l'urbanisme (CU), délai qui permet de consulter le ministre chargé de l'aviation civile (guichet unique de la DGAC). Ce dernier dispose d'un délai de deux mois pour donner son accord (R423-63 CU) sans lequel le permis ne peut être délivré (art R425-9 CU). L'arrêté délivrant le permis vaut autorisation du ministre chargé de l'aviation civile.

Lorsque l'installation, la construction est soumise à **déclaration préalable**, l'accord décrit à l'article R244-1 du CAC est sollicité directement par le pétitionnaire. En revanche, ce dernier fournit dans son dossier de déclaration le justificatif de dépôt de la demande d'autorisation auprès du ministre de l'aviation civile en application de l'article R431-36 du CU. Mais contrairement au permis de construire ou d'aménager, la décision implicite ou explicite d'opposition à la déclaration préalable n'est pas conditionnée à l'obtention de l'accord du ministre chargé de l'aviation civile.

Le service instructeur peut consulter la DGAC (guichet unique) à l'instar des projets décrits au chapitre I) de cette fiche, par mesure de précaution, mais sans pouvoir, sur ce motif, majorer le délai d'instruction. Il peut également indiquer dans la décision sur la déclaration préalable que le pétitionnaire ne peut réaliser les travaux décrits dans sa demande sans avoir obtenu les accords décrits à l'article R244-1 du CAC.

***En pratique et par mesure de précaution, le service instructeur des demandes d'autorisations d'urbanisme consulte le guichet unique de la DGAC (Courriel: [snia-urbanord-bf@aviation-civile.gouv.fr](mailto:snia-urbanord-bf@aviation-civile.gouv.fr), DGAC/SNIA NORD-Guichet unique urbanisme/UGD-82 rue des Pyrénées-75 970 PARIS CEDEX 20), dès que la hauteur d'un obstacle, faisant l'objet d'une demande de permis de construire ou d'aménager dépasse 50 m. Cette consultation n'est pas obligatoire pour les obstacles de plus de 50 m faisant l'objet d'une déclaration préalable, pour lesquels le pétitionnaire consulte lui-même la DGAC.***



# SERVITUDE T7

\*\*\*\*

## SERVITUDE AERONAUTIQUE A L'EXTERIEUR DES ZONES DE DEGAGEMENT CONCERNANT DES INSTALLATIONS PARTICULIERES

\*\*\*\*

### 1 - GENERALITES

#### Législation

- Code des transports : L6352-1
- Code de l'aviation civile : article R.244-1 et articles D.244-2 à D.244-4
- Arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation.

#### Définition

À l'extérieur des zones grevées de servitudes de dégagement en application du présent titre, l'établissement de certaines installations qui, en raison de leur hauteur, pourraient constituer des obstacles à la navigation aérienne est soumis à une autorisation spéciale du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre de la défense.

\*\*\*\*

**Cette servitude s'applique sur tout le territoire national.**

\*\*\*\*

**Gestionnaires:**

1. **Ministère en chargé de l'aviation civile-DGAC-SNIA**
2. **Ministère en charge de la Défense**

### II - PROCEDURE D'INSTITUTION

Des arrêtés ministériels déterminent les installations soumises à autorisation ainsi que la liste des pièces qui doivent être annexées à la demande d'autorisation.

### III - EFFETS DE LA SERVITUDE

#### A - CHAMP D'APPLICATION

Les installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées comprennent :

- a) En dehors des agglomérations, les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 50 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau ;
- b) Dans les agglomérations, les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 100 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

Sont considérées comme installations toutes constructions fixes ou mobiles.

Sont considérées comme agglomérations les localités figurant sur la carte aéronautique au

1/500 000 (ou son équivalent pour l'outre-mer) et pour lesquelles des règles de survol particulières sont mentionnées.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux lignes électriques.

Ne peuvent être soumises à un balisage diurne et nocturne, ou à un balisage diurne ou nocturne, que les installations (y compris les lignes électriques) dont la hauteur en un point quelconque au-dessus du niveau du sol ou de l'eau est supérieure à :

- 80 mètres, en dehors des agglomérations ;  
130 mètres, dans les agglomérations ;  
50 mètres, dans certaines zones, ou sous certains itinéraires où les besoins de la circulation aérienne le justifient, notamment :
  - les zones d'évolution liées aux aérodromes ;
  - les zones montagneuses ;
  - les zones dont le survol à très basse hauteur est autorisé.

Toutefois, en ce qui concerne les installations constituant des obstacles massifs (bâtiments à usage d'habitation, industriel ou artisanal), il n'est normalement pas prescrit de balisage diurne lorsque leur hauteur est inférieure à 150 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

Le balisage des obstacles doit être conforme aux prescriptions fixées par le ministre chargé de l'aviation civile.

## **B- DEMANDE D'AUTORISATION**

Les demandes visant l'établissement des installations mentionnées à l'article R.244-1, et exemptées du permis de construire, à l'exception de celles relevant de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de celles pour lesquelles les arrêtés instituent des procédures spéciales, devront être adressées aux services de la DGAC (ministère de l'aviation civile) et du ministère de la défense.

DGAC : Pour les régions Ile-de-France et Hauts-de-France, il convient d'adresser les demandes à : DGAC/SNIA NORD/UGDS-Guichet unique urbanisme-instruction des demandes d'obstacles à la navigation aérienne-82 rue des Pyrénées-75970 PARIS CEDEX 20- Courriel : snia-urba-nord-bf@aviation-civile.gouv.fr

Elles mentionneront la nature des travaux à entreprendre, leur destination, la désignation d'après les documents cadastraux des terrains sur lesquels les travaux doivent être entrepris et tous les renseignements susceptibles d'intéresser spécialement la navigation aérienne.

Si le dossier de demande est incomplet, le demandeur sera invité à produire les pièces complémentaires.

La décision doit être notifiée dans le délai de deux mois à compter de la date de dépôt de la demande ou, le cas échéant, du dépôt des pièces complémentaires.

Si la décision n'a pas été notifiée dans le délai ainsi fixé, l'autorisation est réputée accordée pour les travaux décrits dans la demande, sous réserve toutefois de se conformer aux autres dispositions législatives et réglementaires.

Lors d'une demande, l'autorisation peut être subordonnée à l'observation de conditions particulières d'implantation, de hauteur ou de balisage suivant les besoins de la navigation aérienne dans la région intéressée.

Lorsque les installations en cause ainsi que les installations visées par la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie qui existent à la date du 8 janvier 1959, constituent des obstacles à la navigation aérienne, leur suppression ou leur modification peut être ordonnée par décret pris après avis de la commission visée à l'article R. 242-1 du code de l'aviation civile.

## **C - INDEMNISATION**

Le refus d'autorisation ou la subordination de l'autorisation à des conditions techniques imposées dans l'intérêt de la sécurité de la navigation aérienne ne peuvent en aucun cas ouvrir un droit à indemnité au bénéfice du demandeur.



# Plan Local d'Urbanisme



---

## Pièce 5 : Annexes

---

### Arrêté préfectoral – transport de matières dangereuses

Vu pour être annexé à la délibération du conseil municipal approuvant le projet de PLU le : 09 avril 2026



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

**Direction de la coordination  
des services de l'État**

Le préfet de Seine-et-Marne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Arrêté préfectoral n° 2023/02/DCSE/BPE/SERV du 16 janvier 2023 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques et les canalisations de distribution de gaz hautes caractéristiques**

**Commune de Bussy-Saint-Georges**

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** le code de l'urbanisme ;

**Vu** le code de la construction et de l'habitation ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 14 mai 2019 nommant Monsieur Cyrille LE VÉLY, administrateur civil général, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 30 juin 2021 nommant Monsieur Lionel BEFFRE préfet de Seine-et-Marne ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 modifié définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°16 DCSE SERV 18 du 1<sup>er</sup> avril 2016 instituant les servitudes d'utilité publiques autour des canalisations de transport sur le territoire de la commune de Bussy-Saint-Georges ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°22/BC/045 du 27 juillet 2022 donnant délégation de signature à Monsieur Cyrille LE VÉLY, secrétaire général de la préfecture et organisant sa suppléance ;

**Vu** l'étude de dangers des ouvrages de distribution de gaz naturel de PMS > 16 bar et pour les DN > 200 de PMS > 10 Bar, version V2.0 en date du 22 février 2016, de la société GRDF dont le siège social est situé 6 rue Condorcet - TSA 60800 - 75009 PARIS ;

**Vu** le rapport de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports, en date du 11 mai 2022 ;

Vu la consultation de la Mairie de Bussy-Saint-Georges en date du 20 juin 2022 ;

**Considérant** que, selon l'article L. 555-16 du code de l'environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

**Considérant** qu'en application du R. 555-30-1 du code de l'environnement, les canalisations de distribution de gaz dont les caractéristiques dépassent l'un ou l'autre des seuils mentionnés au 2° du II de l'article R. 554-41 et qui ont été mis en service avant le 1er juillet 2012 sont soumises aux dispositions de l'article R. 555-30 b) ;

**Considérant** que selon l'article R.555-30 b) du code de l'environnement pris en application du troisième alinéa de l'article L. 555-16, trois périmètres à l'intérieur desquels s'appliquent les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation, sont définis ;

**Considérant** que les critères de ces périmètres sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes ;

**Considérant** que la maîtrise de l'urbanisation est imposée pour la construction des établissements recevant du public de plus de 100 personnes et des immeubles de grande hauteur selon les dispositions de l'article R.555-30 b) du code de l'environnement pris en application du troisième alinéa de l'article L.555-16 du code précité ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de Seine-et-marne,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport et les canalisations de distribution de gaz hautes caractéristiques décrites ci-après, conformément aux distances figurant dans les tableaux ci-dessous et reproduites sur la carte annexée<sup>1</sup> au présent arrêté.

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans la carte annexée au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 2 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP 2 ou 3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP 1.

NOTA :En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

### **Ouvrages concernant la commune de Bussy-Saint-Georges (77058) :**

- 1. CANALISATIONS DE DISTRIBUTION DE GAZ DONT LES CARACTÉRISTIQUES DÉPASSENT L'UN OU L'AUTRE DES SEUILS MENTIONNÉS AU 2° DU II DE L'ARTICLE R. 554-41 EXPLOITÉES PAR LE DISTRIBUTEUR :**

**GRDF – région Île-de-France**

**Pôle exploitation Seine-et-Marne : 166 rue de l'industrie 77176 Savigny-le-Temple**

<sup>1</sup> La carte des servitudes d'utilité publique annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de la Préfecture de Seine-et-Marne et de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports ainsi que dans la mairie (ou l'établissement public compétent) de la commune concernée.

Type d'ouvrage	Nom	Implantation	PMS	DN	Longueur dans la commune (en km)	Distances SUP en mètres (de part et d'autre de la canalisation)			Influence
						SUP1	SUP2	SUP3	
Canalisation	GRDF DN50	Enterré	20	50	0.03058831	10	5	5	traversant
Canalisation	GRDF DN100	Enterré	20	100	0.086844065	10	5	5	traversant
Canalisation	GRDF DN150	Enterré	20	150	0	20	5	5	impactant
Canalisation	GRDF DN150	Enterré	20	150	5.521048209	20	5	5	traversant
Installation Annexe	FERRIERES OO1				0	20	5	5	traversant
Installation Annexe	GENITOU O52				0	20	5	5	traversant

## **2. CANALISATIONS DE TRANSPORT DE DE GAZ NATUREL ET ASSIMILE EXPLOITÉES PAR LA SOCIÉTÉ GRTGAZ dont le siège social est situé 6, rue Raoul Nordling, 92270 BOIS-COLOMBES,**

Type d'ouvrage	Nom	Implantation	PMS	DN	Longueur dans la commune (en km)	Distances SUP en mètres (de part et d'autre de la canalisation)			Influence
						SUP1	SUP2	SUP3	
Canalisation	DN250/150-1969-TORCY_Noyers-MEAUX_Chalfert	Enterré	67,7	250	0,53537	75	5	5	traversant
Canalisation	VILLIERS LE BEL-FEROLLES-EVRY GREGY 900	Enterré	67,7	900	0	415	5	5	impactant

**Article 2 :** Conformément à l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

- **Servitude SUP1 :** La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur et son ouverture sont subordonnées à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou distributeur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur ou distributeur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R.555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité, prévue à l'article R431-16 k) du code de l'urbanisme, est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

- **Servitude SUP2 :** L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.
- **Servitude SUP3 :** L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

**Article 3 :** Conformément à l'article R.555-30-1 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur ou distributeur de toute demande de permis de construire, de certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager concernant un projet situé dans l'une des zones définies à l'article 2.

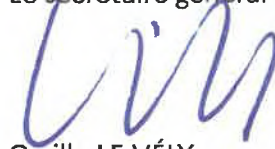
**Article 4 :** Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L.163-10 du code de l'urbanisme.

**Article 5 :** Les dispositions de l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2016 susvisé étant reprises dans le présent arrêté, l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2016 est abrogé.

**Article 6 :** En application de l'article R.554-60 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la Préfecture de Seine-et-Marne et adressé au maire de la commune de Bussy-Saint-Georges.

**Article 7 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-et-Marne, le maire de la commune de Bussy-Saint-Georges, le Directeur Départemental des Territoires de Seine-et-Marne, la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'au Directeur Général de GrDF et au Directeur Général de GRTgaz.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture



Cyrille LE VÉLY

---

Par application de l'article R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Melun adressé par courrier 43 avenue du Général de Gaulle – case postale 8630 – 77 008 Melun Cedex – ou via l'application Télé recours à l'adresse mail <https://www.telerecours.fr/>, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours administratif peut suspendre le délai de recours contentieux s'il est formé dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de l'acte, selon les formes suivantes :

- recours gracieux adressé au préfet de Seine-et-Marne – DCSE- BPE – 12, rue des Saints-Pères – 77 010 MELUN Cedex ;
- recours hiérarchique adressé au ministre de l'intérieur – Place Beauvau – 75 800 Paris Cedex 08.





## **ANNEXE 2 : Définitions**

**PMS** : Pression Maximale de Service de la canalisation

**DN** : Diamètre Nominal de la canalisation.

**Distances SUP** : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique. En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans le(s) tableau(x) de l'article 1 du présent arrêté et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté (annexe 1), les valeurs du(es) tableau(x) font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

**Distance SUP 1** : cette distance correspond à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement

**Distance SUP 2** : cette distance correspond à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement

**Distance SUP 3** : cette distance correspond à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement

# Plan Local d'Urbanisme



---

## Pièce 5 : Annexes

---

### Arrêté préfectoral – risque technologique société Hologram

Vu pour être annexé à la délibération du conseil municipal approuvant le projet de PLU le : 09 avril 2026



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction départementale des territoires  
Service Environnement et Prévention des Risques

Affaire suivie par : Sitra SARANGA  
téléphone : 01 60 56 71 38  
[sitra.saranga@seine-et-marne.gouv.fr](mailto:sitra.saranga@seine-et-marne.gouv.fr)

Vaux-le-Pénil, le

**17 JUIN 2019**

**Objet :** Porter à connaissance des risques technologiques Société HOLOGRAM à Bussy-Saint-Georges

**Pièces jointes :** plan synthétique des zones pour l'application des préconisations d'urbanisme

Monsieur le Maire,

L'Unité Départementale de Seine-et-Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie vous a adressé une copie de son rapport daté du 21 janvier 2015, afin de vous informer de la présence de zones à risques autour de la société HOLOGRAM.

La circulaire ministérielle n° 07-0066 du 4 mai 2007 indique les préconisations en matière d'urbanisme à formuler autour des installations classées concernées, en fonction de la probabilité et de l'intensité des phénomènes dangereux que leurs activités peuvent provoquer.

La société HOLOGRAM située sur le territoire de votre commune, peut engendrer des phénomènes dangereux dont les effets thermiques sortiraient légèrement des limites de propriété. Pour chacun de ces effets, caractérisé par sa probabilité d'occurrence et son intensité, il est possible de délimiter des zones à risques.

En application des principes décrits dans la circulaire pré-citée, ces phénomènes dangereux génèrent une zone à risque dont le périmètre est reporté sur le plan synthétique joint au présent courrier.

*Cette zone doit faire l'objet de préconisations particulières dans les documents d'urbanisme*

Monsieur Yann DUBOSC  
Maire de Bussy-Saint-Georges  
Place de la Mairie

77 600 BUSSY-SAINT-GEORGES

La **zone bleue** couvre un territoire exposé à des *effets irréversibles* de probabilité C (phénomène de faible probabilité) et atteindrait l'établissement voisin, Asialand, situé au 7 avenue de Gutenberg. Dans cette zone bleue, l'aménagement ou l'extension de constructions existantes sont possibles. Par ailleurs, l'autorisation de nouvelles constructions est également possible sous réserve de ne pas augmenter la population exposée à ces effets irréversibles. Les changements de destination doivent être réglementés dans le même cadre.

Je vous demande de veiller à retranscrire dans des délais raisonnables, ces dispositions dans votre document d'urbanisme et dans tous les cas lors d'une modification ou révision de celui-ci. Dans l'attente il conviendra de faire application de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme, pour toute autorisation d'occupation du sol impactée par ces contraintes.

Par ailleurs, compte tenu des incertitudes liées à l'évaluation des risques et des distances d'effet engendrées, je vous rappelle que les dommages aux biens et aux personnes ne peuvent être totalement exclus au-delà des périmètres définis, et qu'ainsi il convient d'être vigilant et prudent sur les projets en limite de zone d'exposition aux risques, et d'éloigner autant que possible de cette zone les projets importants et sensibles.


Il vous appartient également d'informer les acteurs économiques – notamment le gestionnaire de l'Établissement Asialand, directement Impacté – disposant d'ores et déjà d'installations dans cette zone des risques encourus par les personnes y travaillant afin qu'ils puissent en toute connaissance de cause mettre en œuvre les dispositions les plus adéquates pour assurer au mieux la sécurité de leurs personnels.

Je vous rappelle que la direction départementale des territoires, Service Territoire Aménagement et Connaissances (S.T.A.C.), est à votre disposition pour vous conseiller sur la procédure à mener sur votre document d'urbanisme de votre commune ainsi que sur la manière dont vous choisirez de diffuser l'information en la matière auprès des administrés concernés.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée

Le Directeur Départemental des Territoires

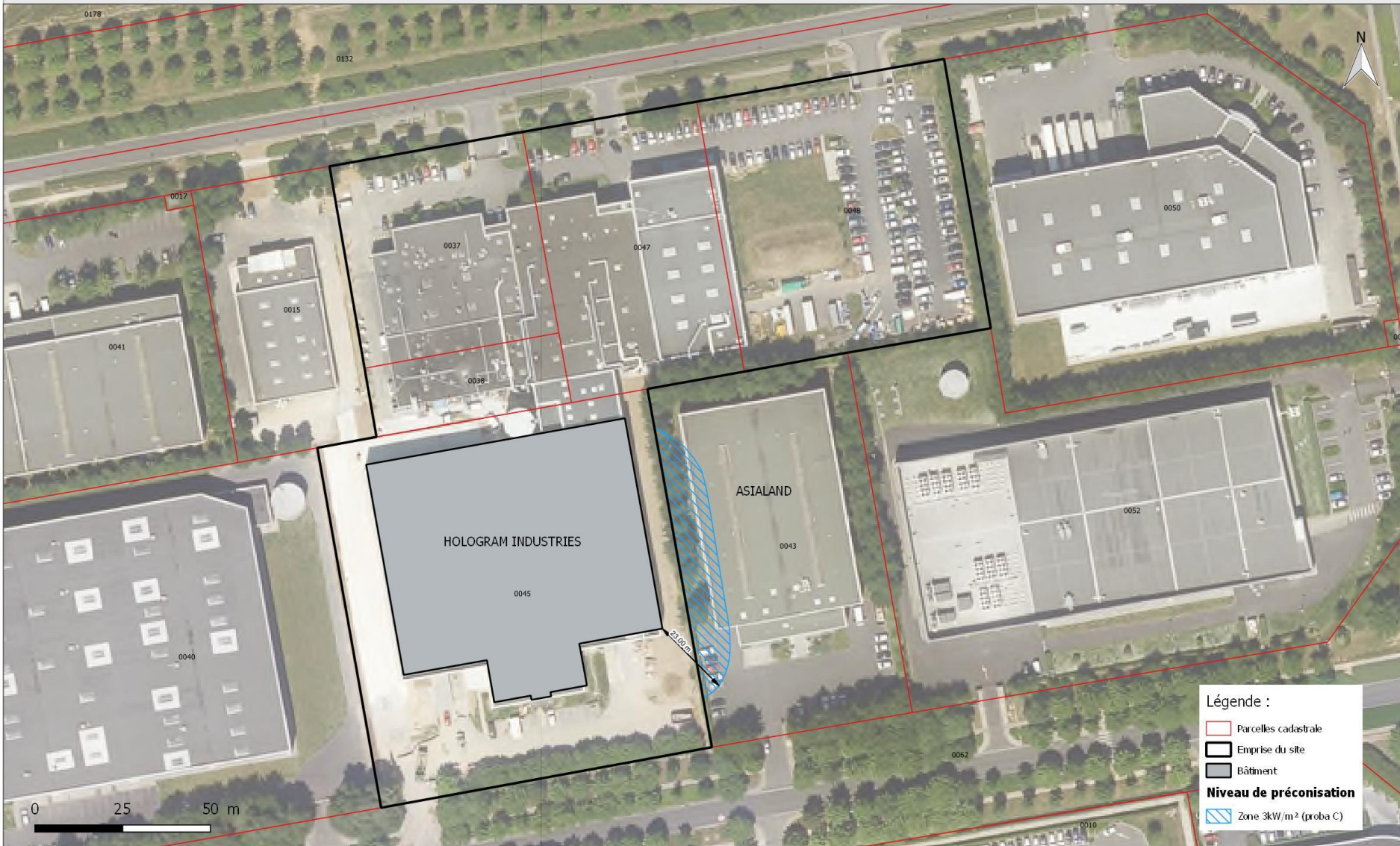


Copie : S.T.A.C. + S.A.J.

D.R.I.E.E. UD 77

*N. de sur qu'il est de TORCY.*

Etablissement HOLOGRAM INDUSTRIES à Bussy-Saint-Georges - Carte synthétique des zones



Légende :

- Parcelles cadastrale
- Emprise du site
- Bâtiment
- Niveau de préconisation  
Zone 3kW/m<sup>2</sup> (proba C)



Source des données : DRIEE

Fond cartographique numérique : © IGN-BD ORTHO - BD TOPO © et cadastre

Conception-réalisation : DDT77/SEPR/PPRLN/ChT

Date : 07/06/2019

Échelle : 1 / 1 000

# Plan Local d'Urbanisme



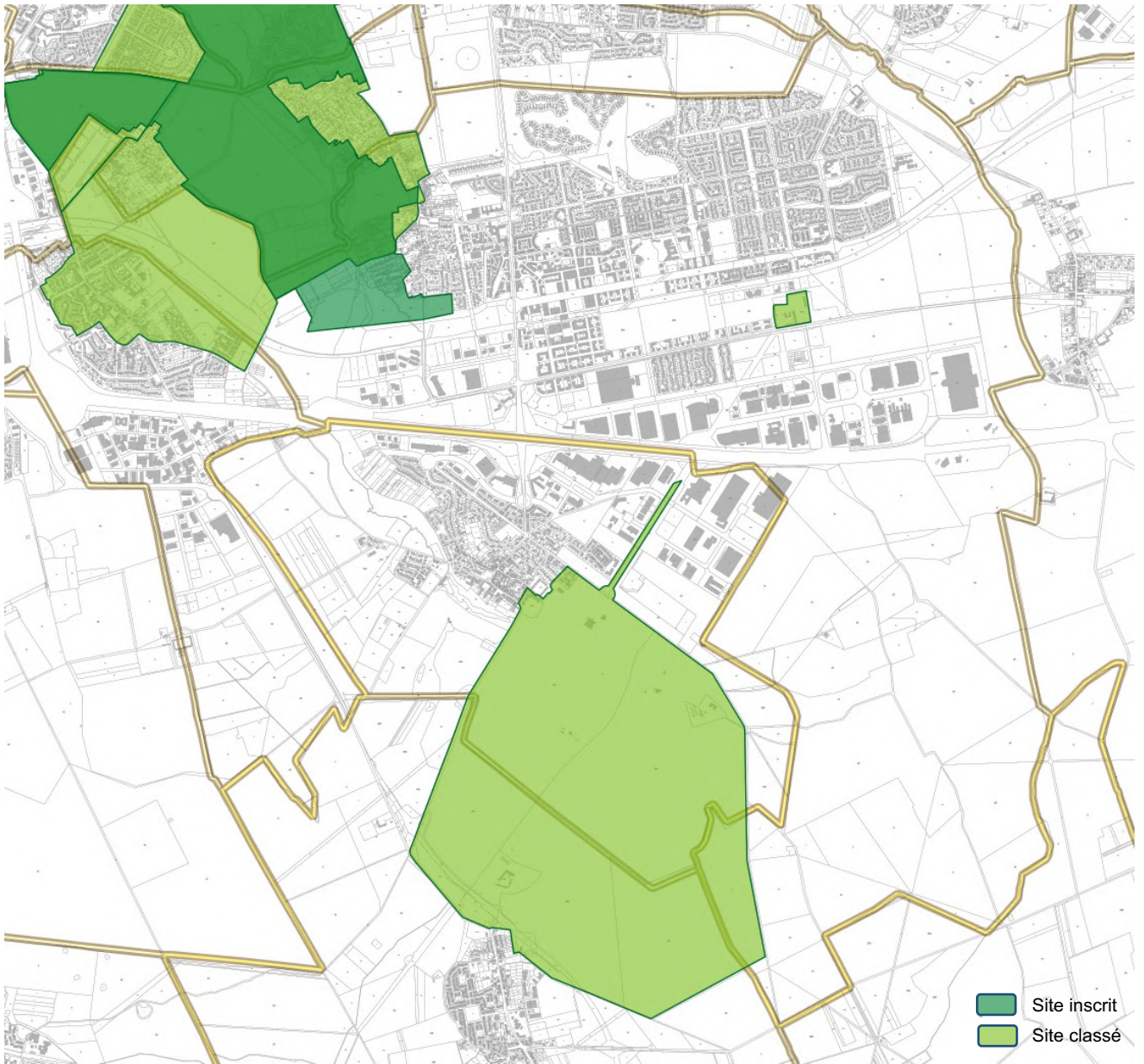
---

## Pièce 5 : Annexes

---

### Plan des sites inscrits et des sites classés

Vu pour être annexé à la délibération du conseil municipal approuvant le projet de PLU le : 09 avril 2026



Sites classés ou inscrits – Source : atlas des patrimoines

# Plan Local d'Urbanisme



---

## Pièce 5 : Annexes

---

### Classement sonore des infrastructures

Vu pour être annexé à la délibération du conseil municipal approuvant le projet de PLU le : 09 avril 2026



# PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Le Préfet de Seine-et-Marne  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,**

**Arrêté préfectoral 2022/DDT/SEPR/89**  
portant approbation du nouveau classement sonore des voies ferroviaires  
gérées par la RATP et SNCF Réseau  
ainsi que de la ligne 17 Nord, projetée par la Société du Grand Paris,  
dans le département de Seine-et-Marne et de la ligne Charles-de-Gaulle Express

**VU** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 571-10, et R. 571-32 à R. 571-43 ;

**VU** le Code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles L. 111-11, L. 111-11-1 et L. 111-11-2, R. 111-4-1 et R. 111-23-1 à R. 111-23-3 ;

**VU** le Code de l'urbanisme et notamment ses articles R. 151-53 et R. 153-18 ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Lionel BEFFRE, préfet de Seine-et-Marne ;

**VU** l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit modifié par l'arrêté du 23 juillet 2013 ;

**VU** les arrêtés préfectoraux du département de Seine-et-Marne n° 99/DAI/1/CV/019 du 15 février 1999, 99/DAI/1/CV/048 du 12 mars 1999, 99/DAI/1/CV/070 du 19 avril 1999, 99/DAI/1/CV/102 du 19 mai 1999, 99/DAI/1/CV/207 du 24 décembre 1999, 99/DAI/1/CV/208 du 24 décembre 1999, 2000/DAI/1/CV/083 du 12 mai 2000 et 01/DAI/1/CV/046 du 23 mars 2001, relatifs au classement sonore des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit, assortis des pièces annexées ;

**VU** l'arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements de santé ;

**VU** l'arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les hôtels ;

**VU** l'arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement ;

**VU** le recensement des infrastructures devant faire l'objet d'un classement sonore ou d'une actualisation de leur classement sonore, effectué par la RATP, SNCF Réseau et la Société du Grand Paris sur leur réseau existant ou projeté respectif et réalisé pour le compte du Préfet, ainsi que la proposition de classement sonore à leur appliquer ;

**VU** la consultation des communes du 24 juin 2021 au 24 septembre 2021, et les avis formulés ;

**CONSIDÉRANT** que le classement sonore des infrastructures gérées par la RATP et SNCF Réseau dans le département de Seine-et-Marne a lieu d'être actualisé compte tenu des évolutions structurelles du réseau, des évolutions du trafic l'empruntant, des évolutions dans les perspectives de développement du trafic projeté et du développement urbain autour de ces infrastructures ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de classer les infrastructures projetées par la Société du Grand Paris, en application de l'article R571.32 du code de l'environnement, et notamment la ligne 17 qui a fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique par décret n°2017-186 du 14 février 2017 et qui comprendra des sections aériennes dont une en Seine-et-Marne, sur le territoire de la commune du Mesnil-Amelot ainsi que la ligne Charles-de-Gaulle (CDG) Express, qui traverse la commune de Mitry-Mory et qui a fait l'objet d'une DUP le 19 décembre 2008, prorogée par le décret n°2018 du 19 novembre 2018.

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture et du directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne ;

## **ARRETE**

### **Article 1er :**

Les arrêtés préfectoraux du département de Seine-et-Marne n° 99/DAI/1/CV/019 du 15 février 1999, 99/DAI/1/CV/048 du 12 mars 1999, 99/DAI/1/CV/070 du 19 avril 1999, 99/DAI/1/CV/102 du 19 mai 1999, 99/DAI/1/CV/207 du 24 décembre 1999, 99/DAI/1/CV/208 du 24 décembre 1999, 2000/DAI/1/CV/083 du 12 mai 2000 et 01/DAI/1/CV/046 du 23 mars 2001, relatifs au classement sonore des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit sont modifiés conformément aux dispositions du présent arrêté, pour les communes impactées par le classement sonore des voies de la RATP, de SNCF Réseau et de la Société du Grand Paris listées à l'annexe I.

## Article 2 :

La catégorie du classement sonore des infrastructures de transports terrestres est définie en application des dispositions de l'arrêté du 30 mai 1996 sus-visé.

Pour les lignes ferroviaires à grande vitesse :

Niveau sonore de référence $L_{Aeq}$ (6h-22h) en dB(A)	Niveau sonore de référence $L_{Aeq}$ (22h-6h) en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure <sup>1</sup>
$L > 81$	$L > 76$	1	300 m
$76 < L \leq 81$	$71 < L \leq 76$	2	250 m
$70 < L \leq 76$	$65 < L \leq 71$	3	100 m
$65 < L \leq 70$	$60 < L \leq 65$	4	30 m
$60 < L \leq 65$	$55 < L \leq 60$	5	10 m

Pour les lignes ferroviaires conventionnelles :

Niveau sonore de référence $L_{Aeq}$ (6h-22h) en dB(A)	Niveau sonore de référence $L_{Aeq}$ (22h-6h) en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
$L > 84$	$L > 79$	1	300 m
$79 < L \leq 84$	$74 < L \leq 79$	2	250 m
$73 < L \leq 79$	$68 < L \leq 74$	3	100 m
$68 < L \leq 73$	$63 < L \leq 68$	4	30 m
$63 < L \leq 68$	$58 < L \leq 63$	5	10 m

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 " cartographie du bruit en milieu extérieur ", à une hauteur de 5 mètres au-dessus du plan de roulement et à une distance de 10 mètres de l'infrastructure, pour les voies en tissu ouvert<sup>2</sup> (ce qui est le cas des voies ferrées faisant l'objet du présent arrêté).

Si les niveaux sonores de référence évalués pour chaque période, diurne (6 h – 22 h) et nocturne (22 h – 6 h), conduisent à classer une infrastructure ou un tronçon d'infrastructure dans deux catégories différentes, l'infrastructure ou le tronçon de l'infrastructure est classée dans la catégorie la plus bruyante.

Les tronçons d'infrastructures qui disposent d'une protection acoustique par couverture ou par tunnel n'ont pas lieu d'être classés.

1 Pour les infrastructures ferroviaires, la distance est mesurée à partir du rail le plus proche

2 La notion de tissu ouvert est définie dans la norme NF S 31-130

### **Article 3 :**

Les infrastructures de transports terrestres concernées par le présent arrêté relèvent de SNCF Réseau, de la RATP et de la Société du Grand Paris.

Chaque infrastructure ou tronçon d'infrastructure de ce réseau, classé au titre du classement sonore, est listé en annexe 1 du présent arrêté avec la liste des communes concernées pour chaque tronçon, le début et la fin du tronçon classé, sa catégorie et la largeur du secteur affecté par le bruit associé à la catégorie.

Toutes les zones urbanisées traversées par les voies de la RATP, de SNCF Réseau et de la Société du Grand Paris sont en tissu ouvert (la précision ne sera donc pas indiquée dans l'annexe 1).

La cartographie des infrastructures classées ainsi que des secteurs affectés par le bruit associé est annexée au présent arrêté (annexe 2).

La cartographie dynamique des infrastructures classées et des secteurs affectés par le bruit associé est disponible sur le site internet de la préfecture de Seine-et-Marne :

**<https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-et-cadre-de-vie/Bruit/Classement-sonore-des-infrastructures-terrestres>**

### **Article 4 :**

Les bâtiments d'habitation, les établissements d'enseignement, de santé et les hôtels à construire, ainsi que les parties nouvelles de ces types de bâtiments existants, situés dans les secteurs affectés par le bruit des infrastructures classées à l'article 3, doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément à l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

### **Article 5 :**

Les maires des communes concernées veillent à ce que soient annexés au plan local d'urbanisme, dans un délai de 2 mois, par un arrêté de mise à jour :

- les arrêtés de classement sonore concernant la commune
- la cartographie des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres classées dans l'une des 5 catégories du classement sonore,
- les prescriptions d'isolement acoustique édictées,
- et la référence des arrêtés préfectoraux correspondants avec l'indication des lieux où ils peuvent être consultés.

### **Article 6 :**

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Préfecture de Seine-et-Marne et affiché pendant un mois dans les mairies des communes listées en annexe.

### **Article 7 :**

Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, devant le tribunal administratif de Melun, adressé par courrier au 43 rue du Général de Gaulle - 77 000 Melun ou par l'application « télérecours citoyens » accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le préfet de Seine-et-Marne. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.


Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande.

Dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

**Article 8 :**

Le secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne, les sous-préfets de Meaux, Torcy, Fontainebleau et Provins, le directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne, les maires des communes impactées et listées en annexe 1.4 sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Seine-et-Marne.

  
Lionel BEFFRE

- 8 JUL. 2022

## Annexe 1

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans les tableaux ci-après, comptée de part et d'autre des voies, à partir du bord extérieur du rail le plus proche.

### 1.1 - Classement sonore des infrastructures de transport terrestre gérées par la RATP

Nom de l'infrastructure	Début du tronçon (gare)	Fin du tronçon (gare)	Catégorie	Largeur du secteur affecté par le bruit	Communes concernées (traversées et/ou impactées)
RER A4	Noisy-Champs	Noisiel	3	100 m	Champs-sur-Marne Noisiel
RER A4	Noisiel	Lognes	3	100 m	Noisiel Lognes
RER A4	Lognes	Torcy	3	100 m	Lognes Torcy
RER A4	Torcy	Bussy-Saint-Georges	3	100 m	Torcy Bussy-Saint-Martin Collégien Bussy-Saint-Georges
RER A4	Bussy-Saint-Georges	Val d'Europe	3	100 m	Bussy-Saint-Georges Jossigny
RER A4	Val d'Europe	Marne la Vallée Chessy	3	100 m	Jossigny Montévrain Serris Chessy

### 1.2 - Classement sonore de la future ligne 17 réalisée par la Société du Grand Paris

Nom de l'infrastructure	Début du tronçon	Fin du tronçon	Catégorie	Largeur du secteur affecté par le bruit	Commune concernée
Ligne 17	A la sortie du tunnel au Mesnil-Amelot (PK 29+571)	Au terminus au Mesnil-Amelot (PK 30+355)	4	30 m	Le Mesnil-Amelot

### 1.3 - Classement sonore des infrastructures de transport terrestre gérées par SNCF Réseau et de la future ligne CDG Express

N° ligne	N° tronçon	Début	Fin	Vitesse	Catégorie actuelle	Catégorie proposée	Largeur du secteur affecté par le bruit	Communes de Seine et Marne traversées ou impactées
1000 SNCF de Paris Est à Mulhouse d'Emerainville à Longueville	1206	VILLIERS SUR MARNE (94)	PONTAULT-COMBAULT	140	1	3	100	EMERAINVILLE ; PONTAULT-COMBAULT
	1207.0	EMERAINVILLE	ROISSY EN BRIE	140	1	3	100	EMERAINVILLE ; ROISSY EN BRIE
	1207.1	ROISSY EN BRIE	GRETZ-ARMAINVILLIERS	140	1	3	100	ROISSY EN BRIE ; OZOIR LA FERRIERE ; GRETZ-ARMAINVILLIERS
	1211	GRETZ-ARMAINVILLIERS	VERNEUIL L'ETANG	150	2	3	100	GRETZ-ARMAINVILLIERS ; PRESLES EN BRIE ; COURQUETAINE ; LIVERY EN BRIE ; OZOUER LE VOULGIS ; CHAUMES EN BRIE ; YEBLES ; GUIGNES ; VERNEUIL L'ETANG
	1212	VERNEUIL L'ETANG	LONGUEVILLE	150	2	3	100	VERNEUIL L'ETANG ; AUBEPIERRE-OZOUER-LE-REPOS ; QUIERS (impactée) ; MORMANT ; GRANDPUITS-BAILLY-CARROIS ; NANGIS ; RAMPILLON ; VANVILLE ; SOGNOLLES EN MONTOIS ; MAISON ROUGE ; LIZINES (impactée) ; SAINT LOUP DE NAUD ; LONGUEVILLE
2000 SNCF de Gretz-Armainvilliers à Tournan-en-Brie	1614	GRETZ-ARMAINVILLIERS	TOURNAN EN BRIE	90	4	4	30	GRETZ-ARMAINVILLIERS ; TOURNAN EN BRIE
5000 TGV-EST de Chelles à Dhuisy	1400	VAIRES SUR MARNE	VAIRES SUR MARNE	160	/	2	250	VAIRES SUR MARNE
	1400.1	VAIRES SUR MARNE	MESSY	300	/	2	250	VAIRES SUR MARNE ; POMPONNE ; VILLEVAUDE ; CARNETIN (impactée) ; ANNET SUR MARNE ; CLAYE SOUILLY ; FRESNE SUR MARNE (impactée) ; MESSY
	1401	MESSY	DHUISY	320	/	2	250	MESSY ; CHARNY ; SAINT-MESMES (impactée) ; VILLEROY ; IVERNY ; CHAUCONIN NEUFMONTIERS ; LE PLESSIS L'EVEQUE (impactée) ; MONTHYON ; PENCHARD ; BARCY ; CHAMBRY ; VARREDES ; ETREPILLY ; CONGIS SUR THEROUANNE ; TROCQ EN MULTIEN ; LE PLESSIS PLACY ; LIZY SUR OURCQ ; OCCQUERRE ; MAY EN MULTIEN (impactée) ; CROUY SUR OURCQ ; VENDREST ; COULOMBS EN VALOIS ; GERMIGNY SOUS COULOMBS ; DHUISY
70000 SNCF de Noisy-le-sec à Strasbourg de Chelles à Citry	1013	GAGNY (93)	CHELLES	160	1	2	250	CHELLES
	1015	CHELLES	VAIRES SUR MARNE	160	1	2	250	CHELLES ; BROU SUR CHANTEREINE ; VAIRES SUR MARNE
	1016.0	VAIRES SUR MARNE	VAIRES SUR MARNE	160	1	2	250	VAIRES SUR MARNE
	1016.1	VAIRES SUR MARNE	POMPONNE	160	1	2	250	VAIRES SUR MARNE ; POMPONNE ; TORCY (impactée) ; SAINT THIBAUT DES VIGNES (impactée) ; LAGNY SUR MARNE (impactée)
	1017	POMPONNE	ESBLY	160	1	2	250	POMPONNE ; LAGNY SUR MARNE (impactée) ; THORIGNY SUR MARNE ; DAMPMART ; MONTEVRAIN (impactée) ; CHESSY (impactée) ; CHALIFERT ; LESCHES (impactée) ; COUPVRAY ; ESBLY
	1018.0	ESBLY	VILLENY	160	1	2	250	ESBLY ; ISLES LES VILLENY ; CONDE SAINTE LIBAIRE (impactée) ; MAREUIL LES MEAUX (impactée) ; VILLENY
	1018.1	VILLENY	MEAUX	150	1	2	250	MAREUIL LES MEAUX (impactée) ; VILLENY ; MEAUX
	1021	MEAUX	TRILPORT	150	1	3	100	MEAUX ; POINCY ; TRILPORT
	1022.0	TRILPORT	GERMIGNY L'EVEQUE	120	1	3	100	TRILPORT ; GERMIGNY L'EVEQUE
	1022.1	GERMIGNY-L'EVEQUE	USSY SUR MARNE	150	1	3	100	GERMIGNY-L'EVEQUE ; ARMENTIERES EN BRIE ; CHANGIS SUR MARNE ; USSY SUR MARNE
1022.2	USSY SUR MARNE	CITRY	160	1	3	100	USSY SUR MARNE ; LA FERTE SOUS JOUARRE ; CHAMIGNY ; LUZANCY ; MERY SUR MARNE ; NANTEUIL SUR MARNE ; SAACY SUR MARNE ; CITRY ; REUIL-EN-BRIE (n'est plus impactée)	
226000 TGV NORD-EUROPE De Moussy-le-Neuf à Othis	2401.1 (confondu avec tronçon 2998,0 de la L 226310)	MOUSSY LE NEUF	MOUSSY LE NEUF	230	2	2	250	MOUSSY LE NEUF
	2402	MOUSSY LE NEUF	OTHIS	300	1	1	300	MOUSSY LE NEUF ; OTHIS
226310 TGV Interconnexion Est	2430	MAUREGARD	LE MESNIL-AMELOT	230	2	3	100	MAUREGARD ; LE MESNIL-AMELOT
	2431.0	TREMBLAY EN France (93)	MITRY MORY	230	2	2	250	MITRY MORY
	2431.1	MITRY MORY	MESSY	270	2	2	250	MITRY MORY ; GRESSY ; MESSY
	2432	MESSY	ANNET SUR MARNE	270	2	2	250	MESSY ; CLAYE SOUILLY ; FRESNES SUR MARNE ; ANNET SUR MARNE
	2433	ANNET SUR MARNE	CHESSY	270	2	2	250	ANNET SUR MARNE ; FRESNES SUR MARNE ; JABLINES ; CHALIFERT ; LESCHES (impactée) ; COUPVRAY ; CHESSY
	2434	CHESSY	PRESLES EN BRIE	270	2	2	250	CHESSY ; SERRIS ; JOSSIGNY ; VILLENEUVE SAINT DENIS ; NEUFMONTIERS EN BRIE ; FAVIERES ; TOURNAN EN BRIE ; PRESLES EN BRIE
	2436 = 2978	PRESLES EN BRIE	PRESLES EN BRIE	270	2	2	250	PRESLES EN BRIE
	2998.0 (confondu avec tronçon 2401.1 de la L 226000)	MOUSSY LE NEUF	MOUSSY LE NEUF	230	4	5	10	MOUSSY LE NEUF
	2998.1	MOUSSY LE NEUF	CHENNEVIERES LES LOUVRES (95)	230	4	5	10	MOUSSY LE NEUF

N° ligne	N° tronçon	Début	Fin	Vitesse	Catégorie actuelle	Catégorie proposée	Largeur du secteur affecté par le bruit	Communes de Seine et Marne traversées ou impactées
229000 SNCF Paris – Crépy en Valois « La plaine à Hirson »	2321.3	MITRY MORY	MITRY MORY	150	2	2	250	MITRY MORY ; VILLEPARISIS (impactée) ;
	2323	MITRY MORY	COMPANS	140	2	2	250	MITRY-MORY ; COMPANS
	2323	THIEUX	ROUVRES	140	2	3	100	THIEUX ; NANTOUILLET ; JUILLY ; SAINT-MARD ; MARCHEMORÉ ; ROUVRES
746000 De Corbeil Essonnes à Montereau	5027.0	CORBEIL ESSONNES (91)	DAMMARIÉ LES LYS	120	2	4	30	SAINT FARGÉAU PONTIÉRIY ; SEINE PORT (n'est plus impactée) ; BOISSIÉ LE ROI ; DAMMARIÉ LES LYS ; BOISSIÉTES (n'est plus impactée) ; MELUN
	5027.1	DAMMARIÉ LES LYS	MELUN	80	2	2	250	DAMMARIÉ LES LYS (impactée) ; MELUN
	5028.0	MELUN	MELUN	140	2	2	250	MELUN ; LA ROCHETTE (impactée)
	5028.1	MELUN	VULAINES SUR SEINE	120	2	2	250	MELUN ; LA ROCHETTE ; VAUX LE PENIL ; LIVRY SUR SEINE ; CHARTRETTES ; BOIS LE ROI (impactée) ; FONTAINES LE PORT ; SAMOIS SUR SEINE (impactée) ; FONTAINEBLEAU (impactée) ; HERICY ; VULAINES SUR SEINE
	5029	VULAINES SUR SEINE	VARENNES SUR SEINE	120	2	2	250	VULAINES SUR SEINE ; SAMORÉAU ; THOMERY (impactée) ; CHAMPAGNE SUR SEINE ; VERNOU LA CELLE SUR SEINE ; SAINT MAMMES (impactée) ; MORET LOING ET ORVANNE (ECUELLES) (n'est plus impactée) ; LA GRANDE PARISSÉ ; VARENNES SUR SEINE
750000 De Moret-sur-Loing à Souppes-sur-Loing	5151	MORET LOING et ORVANNE	SOUPPES SUR LOING	160	2	2	250	MORET LOING et ORVANNE (MORET SUR LOING et VENEUX LES SABLONS) ; FONTAINEBLEAU ; MONTIGNY SUR LOING ; BOURRON MARLOTTE ; GREZ SUR LOING ; LA GENEVRAYE (impactée) ; SAINT PIERRE LES NEMOURS ; NEMOURS (impactée) ; BAGNEAUX SUR LOING ; LA MADELEINE SUR LOING ; SOUPPES SUR LOING
752000 TGV Combs-la-Ville à Saint-Louis	5141	CRISENOY	VERGIGNY (89)	300	1	1	100	CRISENOY ; FOUJU ; MOISENAY ; BLANDY ; SIVRY COUNTRY ; CHATILLON LA BORDE ; LA CHAPELLE GAUTHIER ; LE CHATELET EN BRIE ; LES ECRENNES ; PAMFOU ; VALENCE EN BRIE ; ECHOUBOULAINS ; LA GRANDE PARISSÉ ; FORGES ; MONTEREAU FAULT YONNE ; SAINT GERMAIN LAVAL (impactée) ; MAROLLES SUR SEINE ; BARBEY ; MISY SUR YONNE ; LA TOMBE (impactée) ; GRAVON ; BALLOY (impactée)
	5170	COUBERT	CRISENOY	270	1	1	100	COUBERT ; COURQUETAINE ; SOLERS ; SOIGNOLLES EN BRIE ; LISSY (impactée) ; CHAMPDEUIL ; SAINT GERMAIN LAXIS ; CRISENOY
752100 TGV interconnexion Sud-Est de Moisenay à Servon	2440.1	SANTENY (94)	GRISY-SUISNES	270	1	1	300	SERVON ; BRIE-COMTE-ROBERT ; CHEVRY-COSSIGNY ; GRISY-SUISNES
	2979	GRISY-SUISNES	COUBERT	270	1	1	300	GRISY-SUISNES ; COUBERT ; PRESLES EN BRIE (impactée)
830 000 de Combs-la-Ville à La Brosse-Montceaux (sud de la Seine) SNCF Paris à Marseille	5009.4	MONTGERON (91)	COMBS-LA-VILLE	120	2	2	250	COMBS LA VILLE
	5010	COMBS-LA-VILLE	LIEUSAIN	160	2	2	250	COMBS-LA-VILLE ; LIEUSAIN
	5011.0	LIEUSAIN	MELUN	160	2	2	250	LIEUSAIN ; MOISSY-CRAMAYEL ; SAVIGNY LE TEMPLE ; CESSON ; VERT SAINT DENIS ; LE MEE SUR SEINE ; DAMMARIÉ LES LYS ; MELUN
	5011.1 = 5027.1	MELUN	MELUN	80	2	2	250	DAMMARIÉ LES LYS (impactée) ; MELUN
	5012.0 = 5028	MELUN	MELUN	140	2	2	250	MELUN
	5012.1	MELUN	AVON	160	2	2	250	MELUN ; LA ROCHETTE ; LIVRY SUR SEINE (impactée) ; CHARTRETTES (impactée) ; BOIS LE ROI ; SAMOIS-SUR-SEINE (impactée) ; FONTAINEBLEAU ; AVON
	5013	AVON	MORET LOING ET ORVANNE	160	2	2	250	AVON ; FONTAINEBLEAU ; THOMERY ; CHAMPAGNE SUR SEINE (impactée) ; MORET LOING ET ORVANNE (VENEUX LES SABLONS)
	5014	MORET LOING ET ORVANNE	MONTEREAU FAULT YONNE	160	2	2	250	MORET LOING ET ORVANNE (VENEUX LES SABLONS et ECUELLES) ; SAINT MAMMES ; VERNOU LA CELLE SUR SEINE (impactée) ; LA GRANDE PARISSÉ ; VARENNES SUR SEINE ; MONTEREAU FAULT YONNE
	5031	MONTEREAU FAULT YONNE	SENS (89)	160	2	2	250	MONTEREAU FAULT YONNE ; VARENNES SUR SEINE ; ESMANS ; CANNES-ECLUSE ; LA BROSSÉ MONTCEAUX ; MAROLLES SUR SEINE (impactée) ; BARBEY (impactée)
CDG Express		MITRY MORY	MITRY MORY	140	2	2	250	MITRY MORY ; VILLEPARISIS (impactée)

## 1.4 – Liste des communes concernées par le classement sonore ferroviaire

ANNET SUR MARNE  
ARMENTIERES EN BRIE  
AUBEPIERRE OZOUER LE REPOS  
AVON  
BAGNEAUX SUR LOING  
BALLOY  
BARBEY  
BARCY  
BLANDY  
BOIS LE ROI  
BOISSETTES  
BOISSISE LA BERTRAND  
BOISSISE LE ROI  
BOURRON MARLOTTE  
BRIE COMTE ROBERT

BROU SUR CHANTEREINE  
BUSSY SAINT GEORGES  
BUSSY SAINT MARTIN  
CANNES ECLUSE  
CARNETIN  
CESSON  
CHALIFERT  
CHAMBRY  
CHAMIGNY  
CHAMPAGNE SUR SEINE  
CHAMPDEUIL  
CHAMPS SUR MARNE  
CHANGIS SUR MARNE  
CHARNY  
CHARTRETTES  
CHATILLON LA BORDE  
CHAUCONIN NEUFMONTIERS  
CHAUMES EN BRIE  
CHELLES  
CHESSY  
CHEVRY COSSIGNY  
CITRY  
CLAYE SOUILLY  
COLLEGIEN  
COMBS LA VILLE

COMPANS  
CONDE SAINTE LIBIAIRE  
CONGIS SUR THEROUANNE  
COUBERT  
COULOMBS EN VALOIS  
COUPVRAY  
COURQUETAINE  
CRISENOY  
CROISSY BEAUBOURG  
CROUY SUR OURCQ  
DAMMARIE LES LYS  
DAMP MART  
DHUISY  
ECHOUBOULAINS  
ECUELLES  
MORET LOING et ORVANNE  
EMERAINVILLE  
ESBLY  
ESMANS  
ETREPILLY  
FAVIERES  
FONTAINE LE PORT  
FONTAINEBLEAU  
FORGES  
FOJU  
FRESNES SUR MARNE  
GERMIGNY LEVEQUE  
GERMIGNY SOUS COULOMBS  
GRANDPUITS BAILLY CARROIS  
GRAVON  
GRESSY  
GRETZ ARMAINVILLIERS  
GREZ SUR LOING  
GRISY SUISNES  
GUIGNES (ex Guignes Rabutin)  
HERICY  
ISLES LES VILLENAY  
IVERNY  
JABLINES  
JOSSIGNY  
JUILLY

LA BROSSE MONTCEAUX	MONTGE EN GOELE	SAINT THIBAUT DES VIGNES
LA CHAPELLE GAUTHIER	MONTHYON	SAMMERON
LA FERTE SOUS JOUARRE	MONTIGNY SUR LOING	SAMOIS SUR SEINE
LA GENEVRAYE	MORET SUR LOING	SAMOREAU
	MORET LOING ET ORVANNE	
LA GRANDE PAROISSE	MORMANT	SAVIGNY LE TEMPLE
LA MADELEINE SUR LOING	MOUSSY LE NEUF	SAVINS
LA ROCHETTE	NANDY	SEINE PORT
LA TOMBE	NANGIS	SEPT SORTS
LAGNY SUR MARNE	NANTEUIL LES MEAUX	SERRIS
LE CHATELET EN BRIE	NANTEUIL SUR MARNE	SERVON
LE MEE SUR SEINE	NANTOUILLET	SIVRY COUNTRY
LE MESNIL AMELOT	NEMOURS	SOGNOLLES EN MONTOIS
LE PLESSIS L'EVEQUE	NEUFMOUTIERS EN BRIE	SOIGNOLLES EN BRIE
LE PLESSIS PLACY	NOISIEL	SOLERS
LES ECRENNES	OCQUERRE	SOUPPES SUR LOING
LESCHES	OTHIS	THIEUX
LIEUSAIN	OZOIR LA FERRIERE	THOMERY
LISSY	OZOUER LE VOULGIS	THORIGNY SUR MARNE
LIVERDY EN BRIE	PAMFOU	TORCY
LIVRY SUR SEINE	PENCHARD	TOURNAN EN BRIE
LIZINES	POINCY	TRILPORT
LIZY SUR OURCQ	POMPONNE	TROCZY EN MULTIEN
LOGNES	PONTAULT COMBAULT	USSY SUR MARNE
LONGUEVILLE	PRECY SUR MARNE	VAIRES SUR MARNE
LUZANCY	PRESLES EN BRIE	VALENCE EN BRIE
MAISON ROUGE	QUIERS	VANVILLE
MARCHEMORET	RAMPILLON	VARENNES SUR SEINE
MAREUIL LES MEAUX	REAU	VARREDES
MAROLLES SUR SEINE	REUIL EN BRIE	VAUX LE PENIL
MAUREGARD	ROISSY EN BRIE	VENDREST
MAY EN MULTIEN	ROUVRES	VEVEUX LES SABLONS
		MORET LOING ET ORVANNE
MEAUX	SAACY SUR MARNE	VERNEUIL L'ETANG
MELUN	SAINT FARGEAU PONTIERRY	VERNOU LA CELLE SUR SEINE
MERY SUR MARNE	SAINT GERMAIN LAVAL	VERT SAINT DENIS
MESSY	SAINT GERMAIN LAXIS	VILLENEUVE SAINT DENIS
MISY SUR YONNE	SAINT JEAN LES DEUX	VILLENAY
	JUMEAUX	
MITRY MORY	SAINT LOUP DE NAUD	VILLEPARISIS
MOISENAY	SAINT MAMMES	VILLEROY
MOISSY CRAMAYEL	SAINT MARD	VILLEVAUDE
MONTEREAU FAUT YONNE	SAINT MESMES	VULAINES SUR SEINE
MONTEVRAIN	SAINT PIERRE LES NEMOURS	YEBLES

## Annexe 2

Cartographie du classement sonore des infrastructures de transport terrestre gérées par SNCF Réseau et la RATP, du projet de ligne 17 de la Société du Grand Paris et du projet CDG Express

Cartographie consultable également sur le site de la préfecture à l'adresse suivante :

<https://www.seine-et-marne.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-et-cadre-de-vie/Bruit/Classement-sonore-des-infrastructures-terrestres>



---

---

**PREFECTURE DE LA SEINE-ET-MARNE**

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES

1ER BUREAU  
URBANISME, AMENAGEMENT ET CADRE DE VIE

**ARRETE 99 DAI 1 CV 102 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit**

**LE PREFET DE SEINE-ET-MARNE**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de la construction et de l'habitation et notamment son article R. 111-4-1 ;

**VU** la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit et notamment ses articles 13 et 14 ;

**VU** le décret n° 95-20 pris pour l'application de l'article L. 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements ;

**VU** le décret n° 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation ;

**VU** l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement ;

**VU** l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

**VU** les avis émis par les conseils municipaux des communes de COMBS LA VILLE, GREZ SUR LOING, JOUY SUR MORIN, MONTEVRAIN, NANTEUIL SUR MARNE, SERRIS, TORCY et VERNEUIL L'ETANG ;

**VU** l'absence de délibération, dans le délai de trois mois prévu à l'article 5 du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 et valant avis réputé favorable, des autres communes figurant sur la liste annexée au présent arrêté ;

**SUR** proposition du Directeur Départemental de l'Equipement de Seine-et-Marne.

## A R R E T E

**Article 1** : Les dispositions des articles 2 et 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de Seine-et-Marne, dans les communes citées en annexe 1, aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'annexe 2 du présent arrêté et représentées sur les plans joints en annexe 3.

**Article 2** : Les tableaux de l'annexe 2 donnent en regard du nom des communes concernées et pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain.

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

**Article 3** : Les bâtiments à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'annexe 1 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

**Article 4** : Le présent arrêté fait l'objet d'une mention au Recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département, ainsi que dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

**Article 5** : Une copie de cet arrêté doit être affichée à la mairie des communes citées à l'annexe 1 pendant un mois au minimum.

**Article 6** : Le présent arrêté doit être annexé par les maires des communes citées à l'annexe 1 au plan d'occupation des sols.

Les secteurs affectés par le bruit définis à l'annexe 2 doivent être reportés par les maires des communes citées à l'annexe 1 dans les documents graphiques du plan d'occupation des sols.

**Article 7 :** Le présent arrêté est tenu à la disposition du public dans les mairies, les subdivisions territorialement compétentes de la Direction Départementale de l'Équipement et à la Préfecture de Seine-et-Marne, Direction des actions interministérielles - bureau urbanisme, aménagement et cadre de vie.


**Article 8 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Mesdames et Messieurs les maires des communes mentionnées à l'annexe 1, M. le Directeur Départemental de l'Équipement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 9 :** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Mesdames et Messieurs les maires des communes mentionnées à l'annexe 1,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement,

**POUR AMPLIATION**

Pour le Préfet et par délégation,  
l'Attaché, Chef de Bureau,

  
Dominique OTTAVI



Melun, le 19 MAI 1999

*le Préfet,*

signé : Cyrille SCHOTT.

## ANNEXE N° 1 : LISTE DES COMMUNES

- AMPONVILLE
- ANDREZEL
- ARBONNE LA FORET
- ARMENTIERES EN BRIE
- AUBEPIERRE OZOUER LE REPOS
- BAGNEAUX SUR LOING
- BAILLY ROMAINVILLIERS
- BALLOY
- BARBEY
- BASSEVELLE
- BERNAY VILBERT
- BOIS LE ROI
- BOISDON
- BOISSETTES
- BOISSISE LE ROI
- BOULEURS
- BOURRON MARLOTTE
- BRAY SUR SEINE
- BRIE COMTE ROBERT
- BUSSIERES
- BUSSY ST GEORGES
- BUSSY ST MARTIN
- BUTHIERS
- CANNES ECLUSE
- CARNETIN
- CELY EN BIÈRE
- CERNEUX
- CHAILLY EN BRIE
- CHAINTREAU
- CHAMIGNY
- CHAMPDEUIL
- CHAMPS SUR MARNE
- CHANGIS SUR MARNE
- CHATILLON LA BORDE
- CHATRES
- CHAUCONIN NEUFMONTIERS
- CHELLES
- CHESY
- CHOISY EN BRIE
- CITRY
- COMBS LA VILLE
- CONDE STE LIBIAIRE
- CONGIS SUR THEROUANNE
- COUBERT
- COUILLY PONT AUX DAMES
- COULOMMES
- COUPVRAY
- COURTACON
- COURQUETAINE
- COUTEVROULT
- CRECY LA CHAPELLE
- CREVECOEUR EN BRIE
- CROISSY BEAUBOURG
- DAMMARTIN SUR TIGEAUX
- DHUISY
- ESMANS
- EVRY GREGY SUR YERRE
- FAREMOUTIERS
- FLEURY EN BIÈRE
- FONTAINE LE PORT
- FONTAINEBLEAU
- FONTENAILLES
- FORGES
- FOUJU
- FRESNES SUR MARNE
- GERMIGNY LEVEQUE
- GOUVERNES
- GRANDPUITS BAILLY CARROIS
- GRAVON
- GREZ SUR LOING
- GRISY SUISNES
- GUIGNES RABUTIN

- HONDEVILLIERS
- JAIGNES
- JOSSIGNY
- JOUARRE
- JOUY LE CHATEL
- JOUY SUR MORIN
- JULLY
- JUTIGNY
- LA CHAPELLE GAUTHIER
- LA CHAPELLE ST SULPICE
- LA CROIX EN BRIE
- LA FERTE GAUCHER
- LA FERTE SOUS JOUARRE
- LA MADELEINE SUR LOING
- LA ROCHETTE
- LE CHATELET EN BRIE
- LE MESNIL AMELOT
- LES CHAPELLES BOURBON
- LES ECRENNES
- LES ORMES SUR VOULZIE
- LESCHES
- LIZINES
- LUZANCY
- MAINCY
- MAISONCELLES EN BRIE
- MARCHEMORET
- MARLES EN BRIE
- MAROLLES EN BRIE
- MAROLLES SUR SEINE
- MAUPERTHUIS
- MELZ SUR SEINE
- MERY SUR MARNE
- MOISENAY
- MONTCEAUX LES MEAUX
- MONTCEAUX LES PROVINS
- MONTEREAU SUR LE JARD
- MONTEVRAIN
- MONTGE EN GOELE
- MONTRY
- MORMANT
- MORCERF
- MORTERY
- MOUROUX
- MOUSSEAUX LES BRAY
- MOUY SUR SEINE
- NANGIS
- NANTEAU SUR ESSONNE
- NANTEAU SUR LUNAIN
- NANTEUIL LES MEAUX
- NANTEUIL SUR MARNE
- NANTOUILLET
- NONVILLE
- OISSERY
- OZOUER LE VOULGIS
- POIGNY
- POINCY
- POMMEUSE
- PRINGY
- QUIERS
- QUINCY VOISINS
- RAMPILLON
- REBAIS
- REUIL EN BRIE
- ROUVRES
- ST FIACRE
- ST GERMAIN LAVAL
- ST MAMMES
- ST AUGUSTIN
- ST CYR SUR MORIN
- ST JEAN LES DEUX JUMEAUX
- ST LOUP DE NAUD
- ST MARD
- ST MERY
- ST OUEN EN BRIE
- ST PATHUS
- ST THIBAUT DES VIGNES
- STE AULDE
- SAMMERON
- SAMOIS SUR SEINE
- SANCY LES PROVINS

- SAVINS
- SEINE PORT
- SERRIS
- SIVRY COUNTRY
- SOUPPES SUR LOING
- TANCROU
- THOMERY
- THOURY FEROTTES
- TORCY
- TREUZY LEVELAY
- TRILBARDOU
- TRILPORT
- URY
- USSY SUR MARNE
- VALENCE EN BRIE
- VANVILLE

- VAUCOURTOIS
- VAUDOY EN BRIE
- VAUX LE PENIL
- VENEUX LES SABLONS
- VERDELOT
- VERNEUIL L'ETANG
- VERNOU LA CELLE SUR SEINE
- VILLECERF
- VILLEMAREUIL
- VILLENEUVE SOUS DAMMARTIN
- VILLENROY
- VILLIERS EN BIÈRE
- VILLIERS SUR MORIN
- VOULANGIS
- VOULX
- YEBLES

POUR LA RÉDACTION  
Pour le Préfet et par délégation  
L'Attaché, Chef de Bureau



*[Signature]*  
Mme Ottavi

Vu pour être annexé à l'annexe  
préfectoral n° 99 DAI ACV 102  
en date du 19 MAI 1999

Le Préfet,

Signé : Cyrille SCHOTT

## ANNEXE N° 2 SECTEURS AFFECTES PAR LE BRUIT

Commune de BUSSY SAINT GEORGES	Délimitation du tronçon							
	Nom de l'infrastructure	PR Début	Abscisse Début	PR Fin	Abscisse Fin	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit (m)	Type de tissu (rue en "U" si renseigné sinon tissu ouvert)
Autoroute A4						1	300	
RER A						3	100	

Pour le Préfet et par délégation  
L'Attaché, Chef de Bureau

Dominique Ottavi

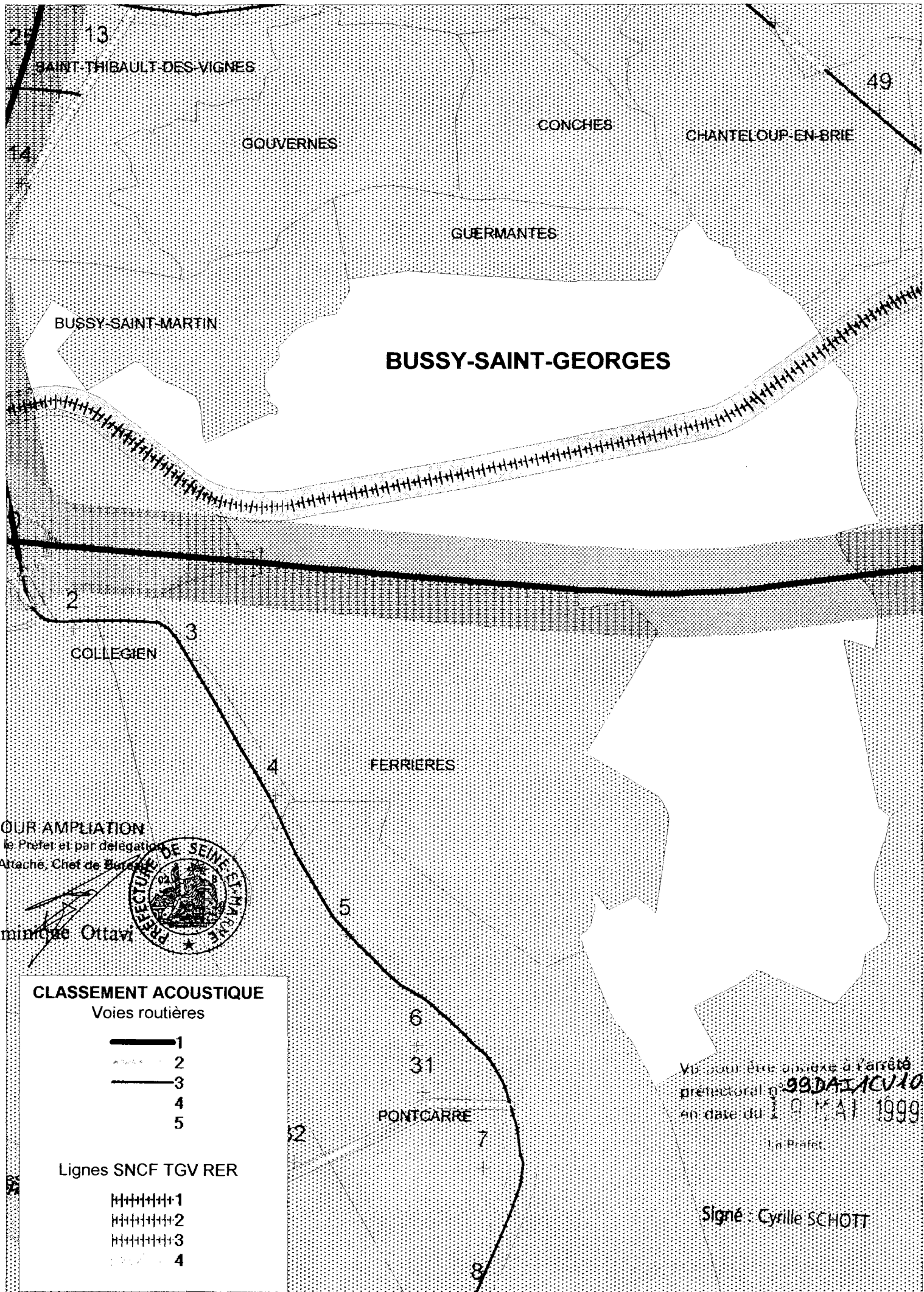


Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral n° 99DAIACV102  
en date du 19 MAI 1999

Le Préfet,






Signé : Cyrille SCHOTT

# ANNEXE 3 : PLAN


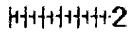
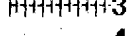



## CLASSEMENT ACOUSTIQUE

Voies routières

-  1
-  2
-  3
-  4
-  5

Lignes SNCF TGV RER

-  1
-  2
-  3
-  4

POUR AMPLIATION  
 pour le Préfet et par délégation  
 L'Attaché, Chef de Bureau



Dominique Ottavi

Vu pour être annexé à l'arrêté  
 préfectoral n° 99DA11CV102  
 en date du 10 MAI 1999

Le Préfet

Signé : Cyrille SCHOTT

# Plan Local d'Urbanisme



---

## Pièce 5 : Annexes

---

### Plans des réseaux d'eau potable

Vu pour être annexé à la délibération du conseil municipal approuvant le projet de PLU le : 09 avril 2026



**LÉGENDE**

- |                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Administratif / Orga</b><br>Limites Communales                                                                                                                                                                                                                                              | <b>COMPTAGES</b><br>Compteur<br>Débitmètre                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>RÉSEAU EAU</b><br>ADDUCTION EAU BRUTE<br>FEEDER SMAEP de la Région de Lagny<br>FEEDER SMAEP de Tremblay - Claye<br>RESEAU 01<br>RESEAU 02<br>RESEAU 03<br>RESEAU 04<br>RESEAU 05<br>RESEAU 06<br>RESEAU 07<br>RESEAU 08<br>RESEAU 09<br>RESEAU 10<br>RESEAU RÉGIE COMMUNALE<br>RESEAU PRIVÉ | <b>REGULATIONS</b><br>Réducteur de pression<br>Stabilisateur de pression<br>Clapet<br><b>RACCORDS</b><br>Cône<br>Raccord<br>Plaque pleine<br>Autre<br><b>EQUIPEMENTS</b><br>Anti bitteur<br>Chloration<br>Soupape<br>Ventouse<br>Autre<br>AEP - Equipement dispersé<br><b>VANNES</b><br>FERMEES<br>Electrovanne<br>Robinet Vanne<br>1/4 de tour<br>Autre<br>OUVERTES<br>Robinet Vanne<br>Electrovanne<br>1/4 de tour<br>Autre<br>Cheminée Equilibre |
| <b>OUVRAGES EAU</b><br>Captage<br>Forage<br>Réservoir<br>Réservoir semi enterré<br>Réservoir sur tour<br>Station pompage<br>Usine<br>Surpresseur<br>Re-chloration<br>Cheminée Equilibre                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

DÉPARTEMENT DE SEINE & MARNE

S.M.A.E.P. de la RÉGION de LAGNY

# BUSSY SAINT GEORGES

- OUEST -

Territoire MARNE & OISE: 9, rue de la Mare Blanche - 77186 NOISIEL

Référence du Plan: 77058 EAU 2021 / 1

Echelle: 1/2000ème  
Date de Mise à Jour: 30/05/2022

Dessiné par: Bureau S.I.G. Noisiel

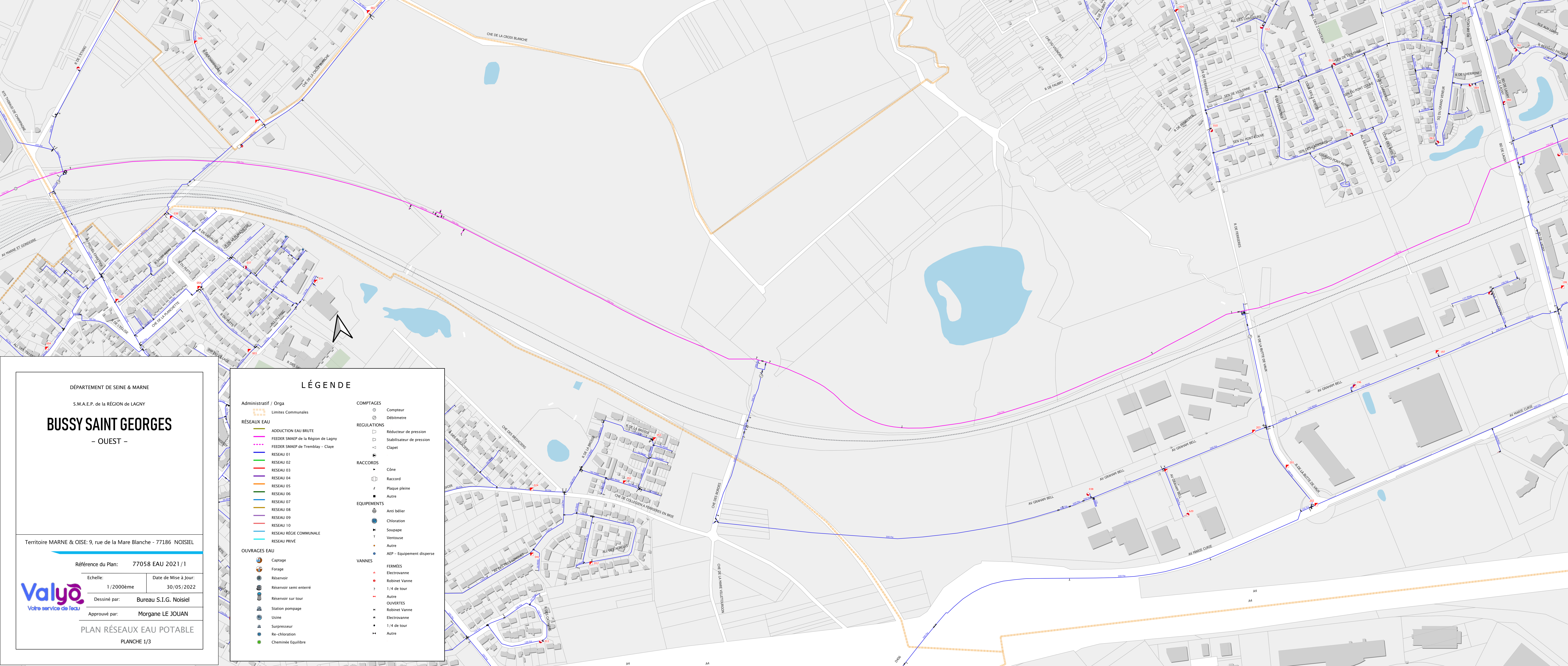
Approuvé par: Morgane LE JOUAN

PLAN RÉSEAUX EAU POTABLE

PLANCHE 1/3

## LÉGENDE

<b>Administratif / Orga</b>	<b>COMPTAGES</b>
Limites Communales	Compteur
<b>RÉSEAUX EAU</b>	Débitmètre
ADDUCTION EAU BRUTE	<b>REGULATIONS</b>
FEEDER SMAEP de la Région de Lagny	Réducteur de pression
FEEDER SMAEP de Tremblay - Claye	Stabilisateur de pression
RESEAU 01	Clapet
RESEAU 02	<b>RACCORDS</b>
RESEAU 03	Cône
RESEAU 04	Raccord
RESEAU 05	Plaque pleine
RESEAU 06	Autre
RESEAU 07	<b>EQUIPEMENTS</b>
RESEAU 08	Anti bélier
RESEAU 09	Chloration
RESEAU 10	Soupape
RESEAU RÉGIE COMMUNALE	Ventouse
RESEAU PRIVÉ	Autre
<b>OUVRAGES EAU</b>	AEP - Equipement disperse
Captage	<b>VANNES</b>
Forage	FERMÉES
Réservoir	Electrovanne
Réservoir semi enterré	Robinet Vanne
Réservoir sur tour	1/4 de tour
Station pompage	Autre
Usine	<b>OUVERTES</b>
Suppresseur	Robinet Vanne
Re-chloration	Electrovanne
Cheminée Equilibre	1/4 de tour
	Autre



DÉPARTEMENT DE SEINE & MARNE

S.M.A.E.P. de la RÉGION de LAGNY

# BUSSY SAINT GEORGES

- SUD -

Territoire MARNE & OISE: 9, rue de la Mare Blanche - 77186 NOISIEL

Référence du Plan: 77058 EAU 2021 / 1

Echelle: 1/2000ème Date de Mise à Jour: 30/05/2022

Dessiné par: Bureau S.I.G. Noisiel

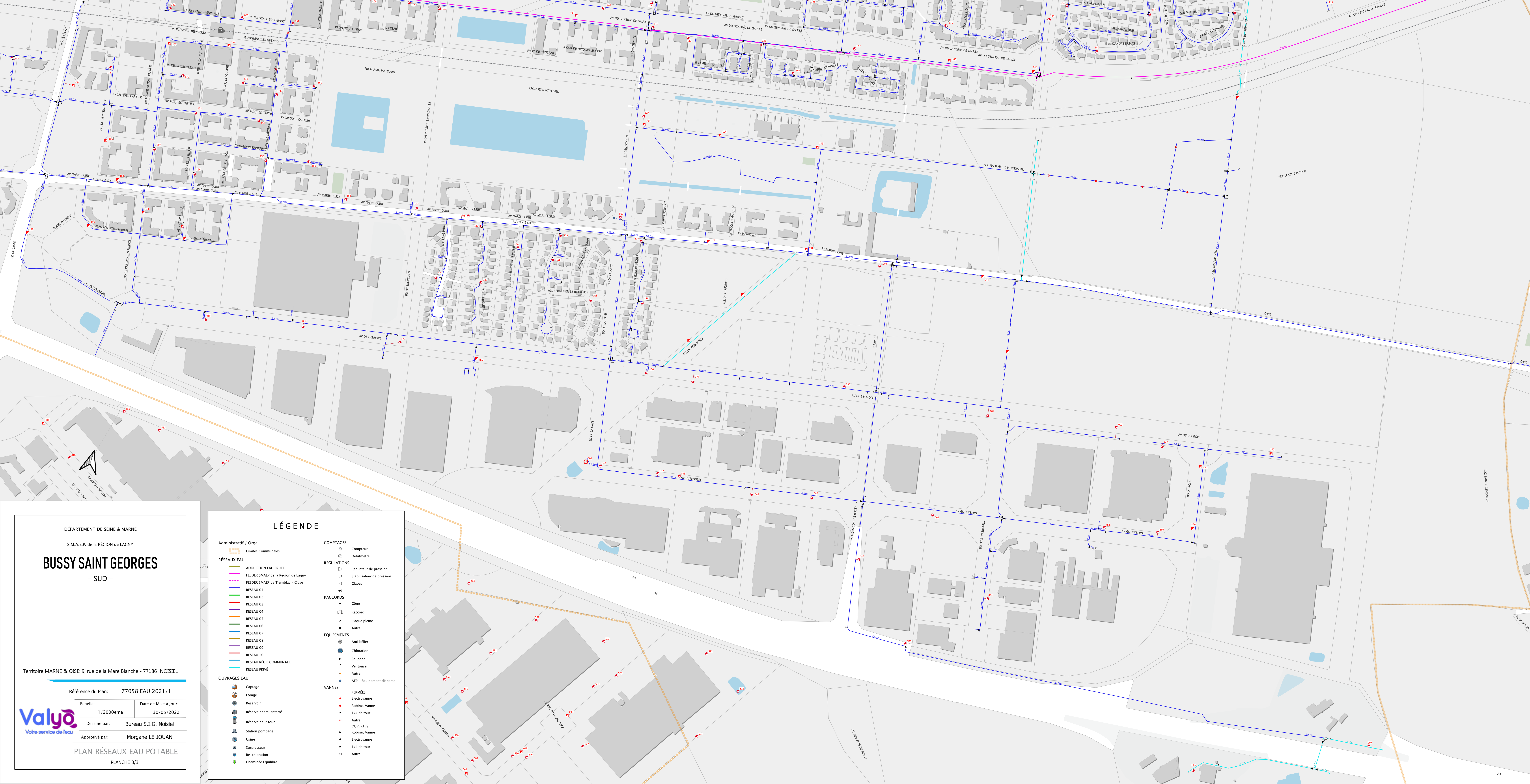
Approuvé par: Morgane LE JOUAN

PLAN RÉSEAUX EAU POTABLE

PLANCHE 3/3

## LÉGENDE

<b>Administratif / Orga</b>	<b>COMPTAGES</b>
● Limites Communales	○ Compteur
<b>RÉSEAUX EAU</b>	○ Débitmètre
■ ADDUCTION EAU BRUTE	▽ Réducteur de pression
■ FEEDER SMAEP de la Région de Lagny	▽ Stabilisateur de pression
■ FEEDER SMAEP de Tremblay - Claye	▽ Clapet
■ RESEAU 01	<b>RACCORDS</b>
■ RESEAU 02	▶ Cône
■ RESEAU 03	■ Raccord
■ RESEAU 04	■ Plaque pleine
■ RESEAU 05	■ Autre
■ RESEAU 06	<b>EQUIPEMENTS</b>
■ RESEAU 07	● Anti bélièr
■ RESEAU 08	● Chloration
■ RESEAU 09	● Soupape
■ RESEAU 10	● Ventouse
■ RESEAU REGIE COMMUNALE	● Autre
■ RESEAU PRIVE	● AEP - Equipement disperse
<b>OUVRAGES EAU</b>	<b>VANNES</b>
● Captage	■ FERMÉES
● Forage	● Electrovanne
● Réservoir	● Robinet Vanne
● Réservoir semi enterré	● 1/4 de tour
● Réservoir sur tour	● Autre
● Station pompage	■ OUVERTES
● Usine	● Robinet Vanne
● Surpresseur	● Electrovanne
● Re-chloration	● 1/4 de tour
● Cheminée Equilibre	● Autre



# Plan Local d'Urbanisme



---

## Pièce 5 : Annexes

---

### Plans des réseaux d'eaux usées

Vu pour être annexé à la délibération du conseil municipal approuvant le projet de PLU le : 09 avril 2026

# BUSSY SAINT GEORGES

- NORD OUEST -

Territoire MARNE & OISE: 9, rue de la Mare Blanche - 77186 NOISIEL



Référence du Plan: 77058 ASST 2021 / 1

Echelle:  
1/2000ème

Date de Mise à Jour:  
16/05/2022

Dessiné par: Bureau S.I.G Noisiel

Approuvé par: Morgane LE JOUAN

## PLAN RÉSEAUX ASSAINISSEMENT

PLANCHE 1/3

### LÉGENDE

Limites Communales

#### CANALISATIONS

- RÉSEAU EAUX USÉES
  - Gravitaire
  - Ref / Surpressé
  - Ss-vide
- RÉSEAU EAUX PLUVIALES
  - Conduite gravitaire
- RÉSEAU EAUX UNITAIRES
  - Conduite gravitaire
  - Ref / Surpressé / Ss-vide
  - Dépollué
- RÉSEAUX PRIVÉS
  - Eaux Usées
  - Eaux Pluviales
  - Unitaire
- RÉSEAUX PRIVÉS COMMUNAL
  - Eaux Usées
  - Eaux Pluviales
  - Unitaire
- RÉSEAU INTERDÉPARTEMENTAL
  - Interdépartemental
  - Autre
  - Canalisation abandonnée
  - Drain
  - Cours d'eau/Fossé
  - Canalisation Fictive
  - Surface collecte

#### OUVRAGES

- Dessableur
- Station d'épuration
- Poste de refoulement
- Poste de relèvement

- Station sous vide
- Séparateur Hydrocarbure
- DO/Dehuil./Poste A.C./Tête Aqu.

#### EQUIPEMENTS ASST

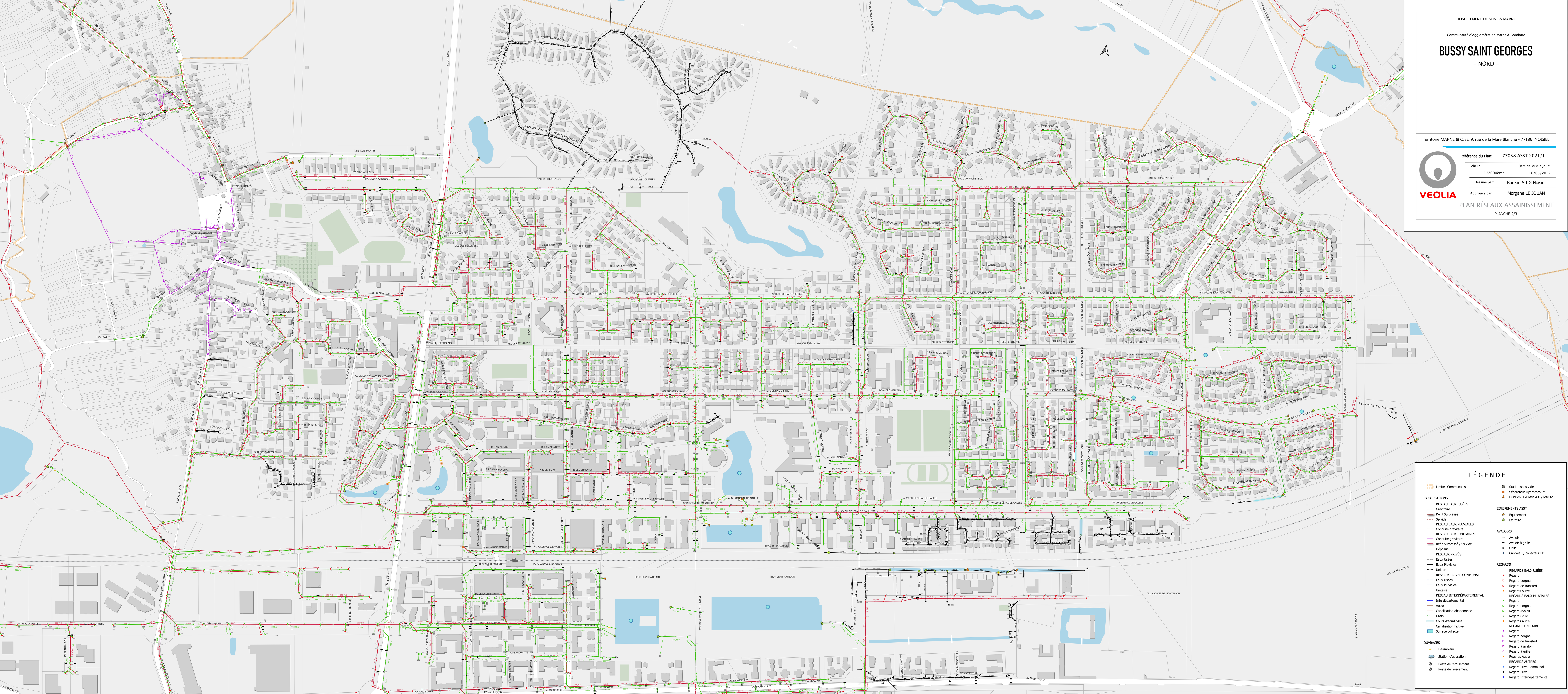
- Equipement
- Exutoire

#### AVALOIRS

- Avaloir
- Avaloir à grille
- Grille
- Caniveau / collecteur EP

#### REGARDS

- REGARDS EAUX USÉES
  - Regard
  - Regard borgne
  - Regard de transfert
  - Regards Autre
- REGARDS EAUX PLUVIALES
  - Regard
  - Regard borgne
  - Regard Avaloir
  - Regard Grille
  - Regards Autre
- REGARDS UNITAIRE
  - Regard
  - Regard borgne
  - Regard de transfert
  - Regard à avaloir
  - Regard à grille
  - Regards Autre
- REGARDS AUTRES
  - Regard Privé Communal
  - Regard Privé
  - Regard Interdépartemental



**LÉGENDE**

<ul style="list-style-type: none"> <li>Limites Communales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Station sous vide</li> <li>Séparateur Hydrocarbone</li> <li>DD/Dehul., Poste A.C./Tête Aqu.</li> </ul>
<p><b>CANALISATIONS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>RÉSEAU EAUX USÉES           <ul style="list-style-type: none"> <li>Gravitaire</li> <li>Ref / Surpressé</li> <li>Si-vide</li> </ul> </li> <li>RÉSEAU EAUX PLUVIALES           <ul style="list-style-type: none"> <li>Conduite gravitaire</li> </ul> </li> <li>RÉSEAU EAUX UNITAIRES           <ul style="list-style-type: none"> <li>Conduite gravitaire</li> <li>Ref / Surpressé / Si-vide</li> <li>Déballast</li> </ul> </li> <li>RÉSEAUX PRÉVUS           <ul style="list-style-type: none"> <li>Eaux Pluviales</li> <li>Unitaire</li> <li>RÉSEAUX PRIVÉS COMMUNAL</li> <li>Eaux Usées</li> <li>Eaux Pluviales</li> <li>Unitaire</li> <li>RÉSEAU INTERDÉPARTEMENTAL</li> <li>Interdépartemental</li> <li>Autre</li> <li>Canalisation abandonnée</li> <li>Drain</li> <li>Cours d'eau/Fossé</li> <li>Canalisation Fictive</li> <li>Surface collecte</li> </ul> </li> </ul>	<p><b>EQUIPEMENTS ASST</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Equipement</li> <li>Eutroie</li> </ul> <p><b>AVALOIRS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Avaloir</li> <li>Avaloir à grille</li> <li>Grille</li> <li>Caniveau / collecteur EP</li> </ul> <p><b>REGARDS</b></p> <p><b>REGARDS EAUX USÉES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Regard</li> <li>Regard borgne</li> <li>Regard de transfert</li> <li>Regards Autre</li> <li>Regards EAUX PLUVIALES</li> <li>Regard</li> <li>Regard borgne</li> <li>Regard Avaloir</li> <li>Regard Grille</li> <li>Regards Autre</li> </ul> <p><b>REGARDS UNITAIRES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Regard</li> <li>Regard borgne</li> <li>Regard de transfert</li> <li>Regard à avaloir</li> <li>Regard à grille</li> <li>Regards Autre</li> <li>REGARDS AUTRES</li> <li>Regard Privé Communal</li> <li>Regard Privé</li> <li>Regard Interdépartemental</li> </ul>
<p><b>OUVRAGES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dessableur</li> <li>Station d'épuration</li> <li>Poste de refoulement</li> <li>Poste de relèvement</li> </ul>	

DÉPARTEMENT DE SEINE & MARNE

Communauté d'Agglomération Marne & Condoire

# BUSSY SAINT GEORGES

- SUD -

---

Territoire MARNE & OISE: 9, rue de la Mare Blanche - 77186 NOISIEL

Référence du Plan: 77058 ASST 2021 / 1

Echelle: 1/2000ème Date de Mise à Jour: 16/05/2022

Dessiné par: Bureau S.I.G Noisiel

Approuvé par: Morgane LE JOUAN

VEOLIA

PLAN RÉSEAU ASSAINISSEMENT

PLANCHE 3/3

### LÉGENDE

<ul style="list-style-type: none"> <li>Limites Communales</li> </ul> <p><b>CANALISATIONS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>RÉSEAU EAUX USÉES           <ul style="list-style-type: none"> <li>Gravitaire</li> <li>Ref / Surpressé</li> <li>Si-vidé</li> </ul> </li> <li>RÉSEAU EAUX PLUVIALES           <ul style="list-style-type: none"> <li>Conduite gravitaire</li> </ul> </li> <li>RÉSEAU EAUX UNITAIRES           <ul style="list-style-type: none"> <li>Conduite gravitaire</li> </ul> </li> <li>Dépollue</li> <li>RÉSEAUX PRIVÉS           <ul style="list-style-type: none"> <li>Eaux Usées</li> <li>Eaux Pluviales</li> <li>Unitaire</li> </ul> </li> <li>RÉSEAUX PRIVÉS COMMUNAL           <ul style="list-style-type: none"> <li>Eaux Usées</li> <li>Eaux Pluviales</li> <li>Unitaire</li> </ul> </li> <li>RÉSEAU INTERDÉPARTEMENTAL           <ul style="list-style-type: none"> <li>Autre</li> <li>Canalisation abandonnée</li> <li>Drain</li> <li>Cours d'eau/Fossé</li> <li>Canalisation Fictive</li> <li>Surface collecte</li> </ul> </li> </ul> <p><b>OUVRAGES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dessableur</li> <li>Station d'épuration</li> <li>Poste de refoulement</li> <li>Poste de relèvement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Station sous vide</li> <li>Séparateur Hydrocarbure</li> <li>DO/Dehuil./Poste A.C./Tête Aqu.</li> </ul> <p><b>EQUIPEMENTS ASST</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Équipement</li> <li>Eutoire</li> </ul> <p><b>AVALOIRS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Avaloir</li> <li>Avaloir à grille</li> <li>Grille</li> <li>Caveau / collecteur EP</li> </ul> <p><b>REGARDS</b></p> <p><b>REGARDS EAUX USÉES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Regard</li> <li>Regard borgne</li> <li>Regard de transfert</li> <li>Regards Autre</li> </ul> <p><b>REGARDS EAUX PLUVIALES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Regard</li> <li>Regard borgne</li> <li>Regard Avaloir</li> <li>Regard Grille</li> <li>Regards Autre</li> </ul> <p><b>REGARDS UNITAIRE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Regard</li> <li>Regard borgne</li> <li>Regard de transfert</li> <li>Regard à avaloir</li> <li>Regard à grille</li> <li>Regards Autre</li> </ul> <p><b>REGARDS AUTRES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Regard Privé Communal</li> <li>Regard Privé</li> <li>Regard Interdépartemental</li> </ul>
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

